



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### **Usage guidelines**

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

### **About Google Book Search**

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



## A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

## Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

## À propos du service Google Recherche de Livres

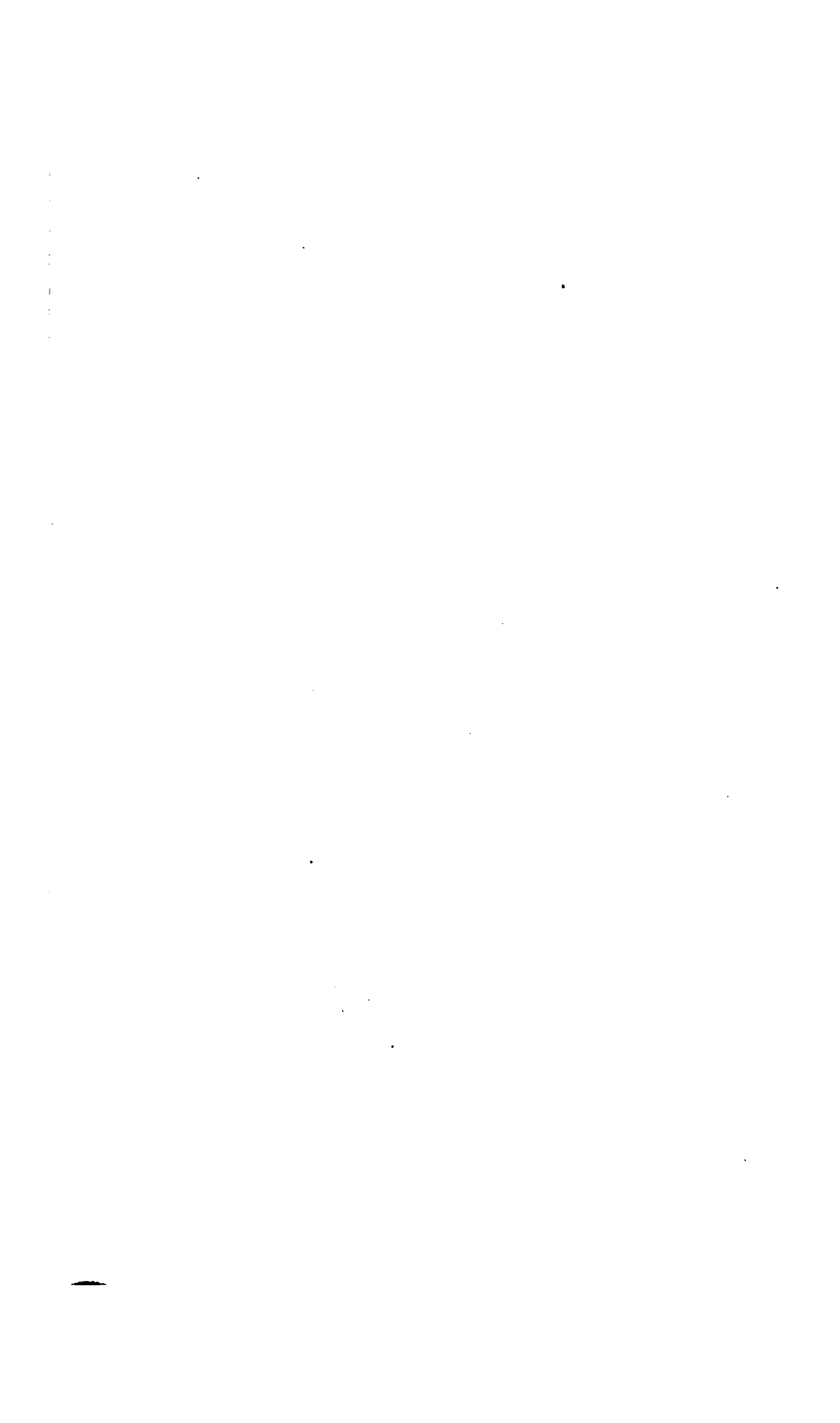
En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>







IS  
447  
C754



**ORDRE ET PROGRÈS**

---

# L'INDE

PAR

**RICHARD CONGRÈVE**

AUTEUR DE « GIBALTAR, OU LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DE L'ANGLETERRE. »

300

**TRADUIT DE L'ANGLAIS.**

300

« Fais ce que dois, advienne que pourra.  
« Do thy duty, come what may. »  
OLD KNIGHTLY MOTTO.

---

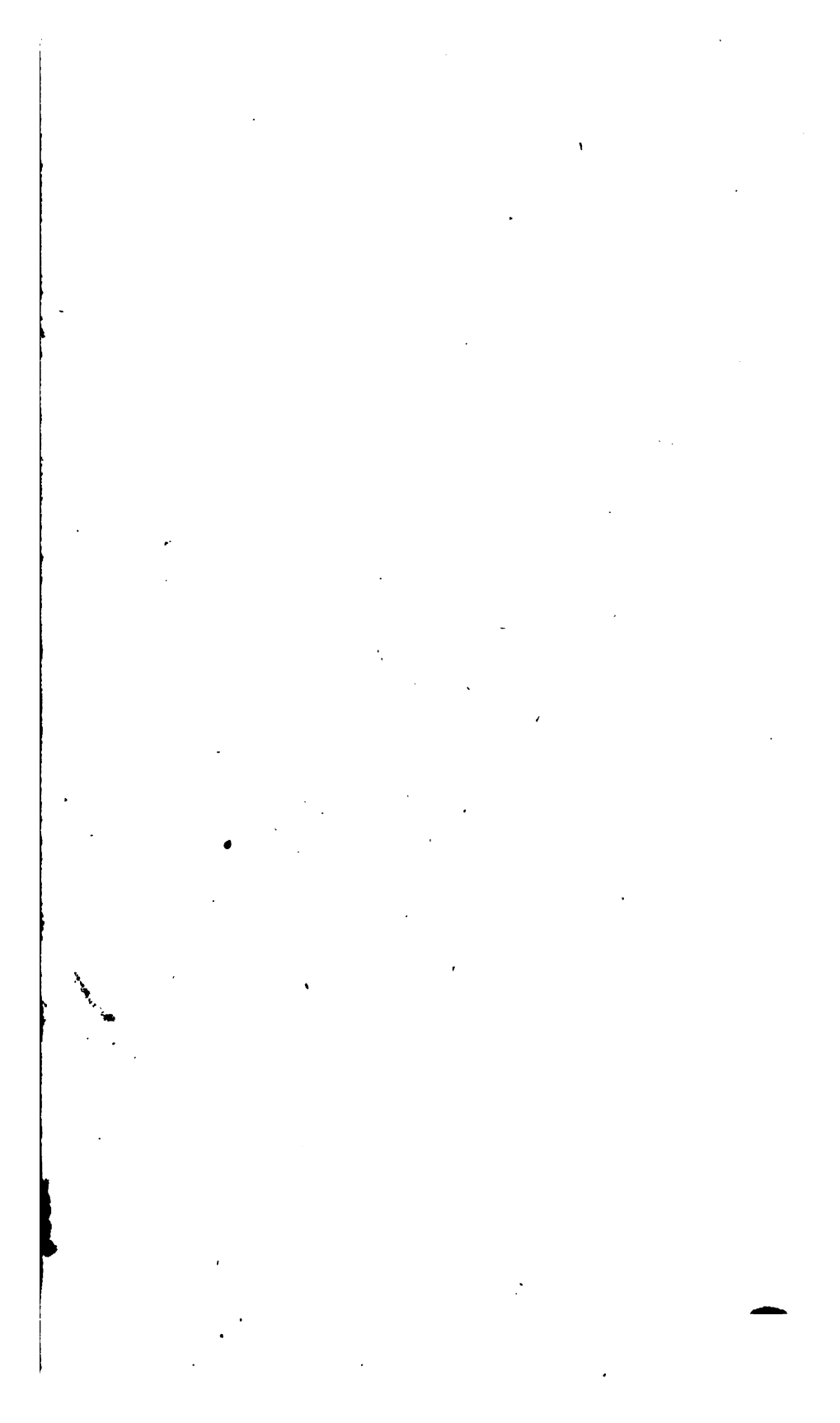
**PARIS**

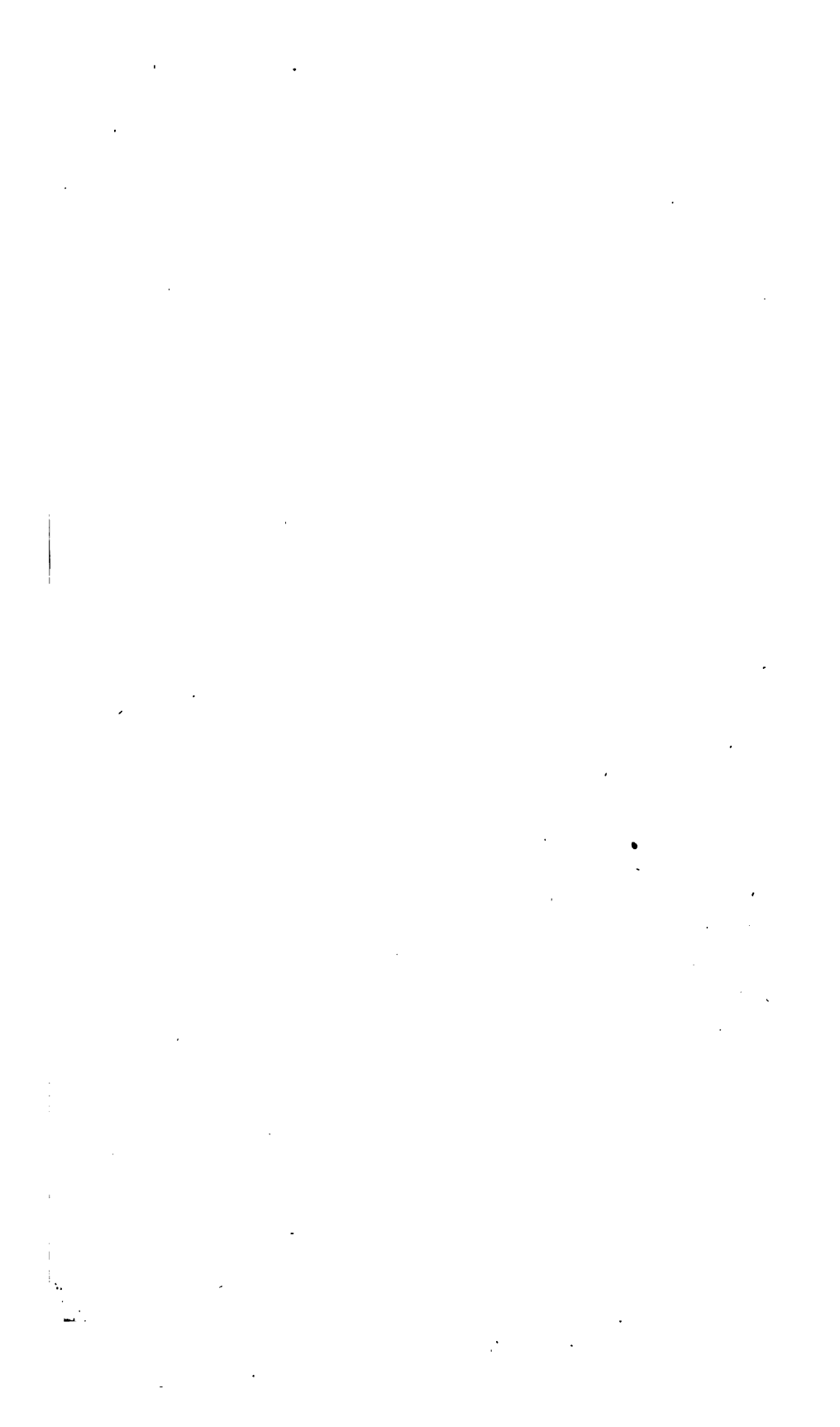
**CHEZ P. JANNET, LIBRAIRE,**  
RUE RICHELIEU, 15.

—  
**1859**



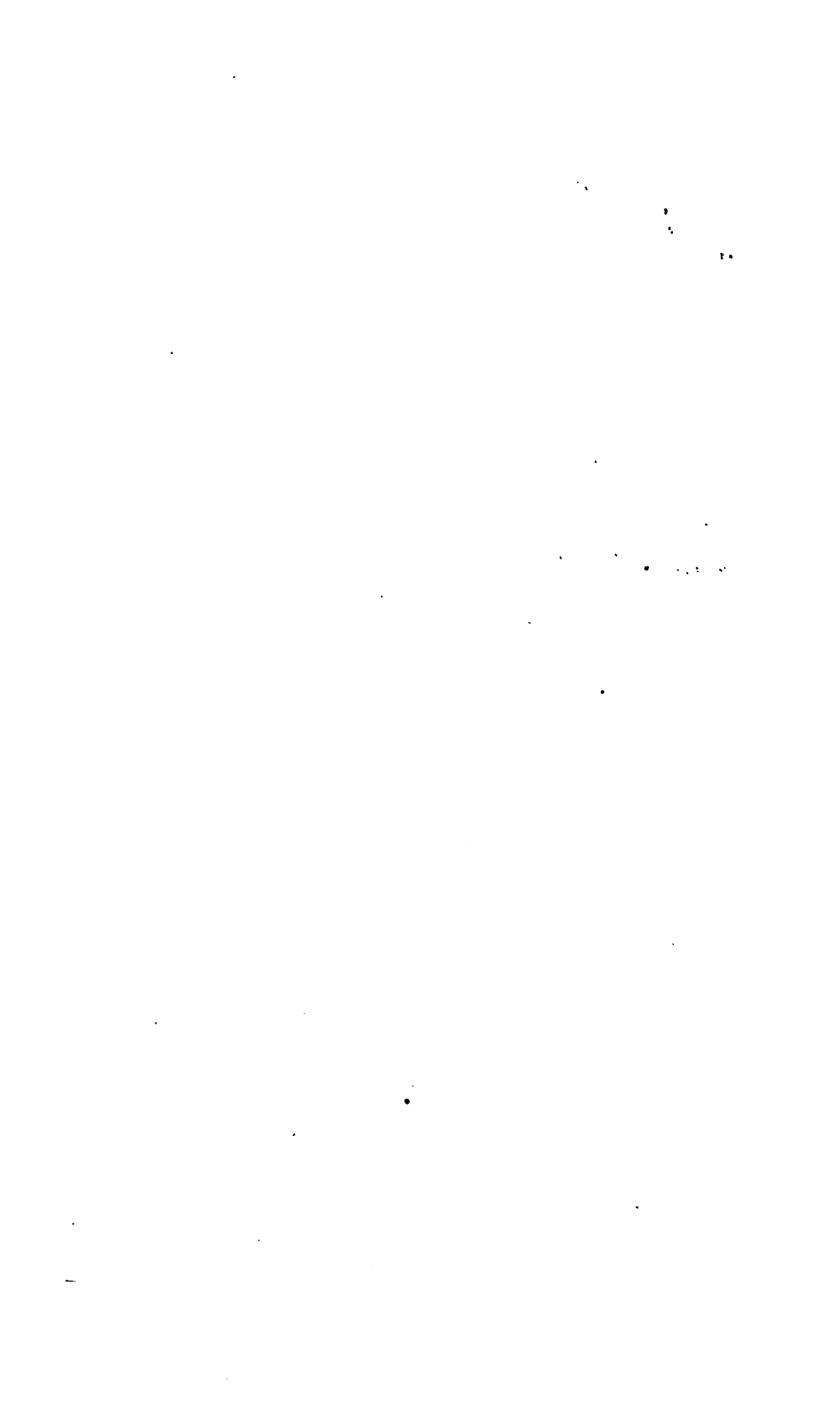






DS  
447  
.C752

*a*



# L'INDE

**EN VENTE CHEZ P. JANNET.**

---

**OUVRAGES D'AUGUSTE COMTE.**

SYSTÈME DE POLITIQUE POSITIVE, 4 vol. in-8°.

DISCOURS SUR L'ENSEMBLE DU POSITIVISME, 1 vol. in-8°.

APPEL AUX CONSERVATEURS, 1 vol. in-8°.

CATÉCHISME POSITIVISTE, 1 vol. in-12.

SYNTHÈSE SUBJECTIVE. — Tome I<sup>er</sup>. Contenant le Système de  
Logique positive, ou Traité de Philosophie mathématique, 1 vol.  
in-8°.

*Ces ouvrages appartiennent actuellement*

**A LA SOCIÉTÉ DES EXÉCUTEURS TESTAMENTAIRES  
D'AUGUSTE COMTE.**

---

Paris. — Imprimé par E. THUNGST et C<sup>e</sup>, rue Racine, 26.

ORDRE ET PROGRÈS



# L'INDE

PAR

**RICHARD CONGRÈVE**

AUTEUR DE « GIBRALTAR, OU LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DE L'ANGLETERRE. »



**TRADUIT DE L'ANGLAIS.**



« Fais ce que dois, advienne que pourra.

« Do thy duty, come what may. »

OLD KNIGHTLY MOTTO.



PARIS

**CHEZ P. JANNET, LIBRAIRE,**

RUE RICHELIEU, 15.

—  
1858





Vignard Lib.

6-30-32

DS

447

.C754



## PRÉFACE

Ma précédente brochure sur Gibraltar (1)  
fut entreprise à la suggestion d'Auguste Comte

---

(1) Gibraltar, or foreign Policy of England. London,  
John Chapman, King William's street, Strand, 1856.

427186

et écrite avec son approbation. Le présent opuscule (1) paraît dans des circonstances bien différentes : car je suis réduit à déplorer, avec tous ses disciples, la perte de ce guide et maître. C'est dans l'assurance que ce dont il me dissuadait l'an dernier lui paraîtrait opportun cette année, que j'entreprends ce nouveau travail. Je l'offre comme un tribut à sa mémoire, comme un gage que le noble exemple de son dévouement à la cause de l'Humanité ne saurait être perdu. Sa voix ne peut plus se faire entendre, mais son esprit vit en nous ; et l'énergie croissante de notre action mutuelle montrera, je l'espère, que ses disciples sont

---

(1) India. London, John Chapmann, 1857.

résolus à poursuivre son œuvre. Je l'offre encore comme une preuve de sympathie à tous ceux qui partagent ma foi. Je le mets enfin au service de l'Humanité.

*Il faut payer de sa personne.* Quand j'attaque aussi ouvertement, je ne songe pas à m'abriter. Je ne me fais pas non plus illusion sur l'accueil réservé aux opinions que ces pages renferment. Cependant, je n'ai pas écrit avec mépris pour les idées qui sont encore en vigueur dans ce pays, ni dans un esprit d'opposition frondeuse envers le sentiment de la majorité.

« Io parlo per ver dire,

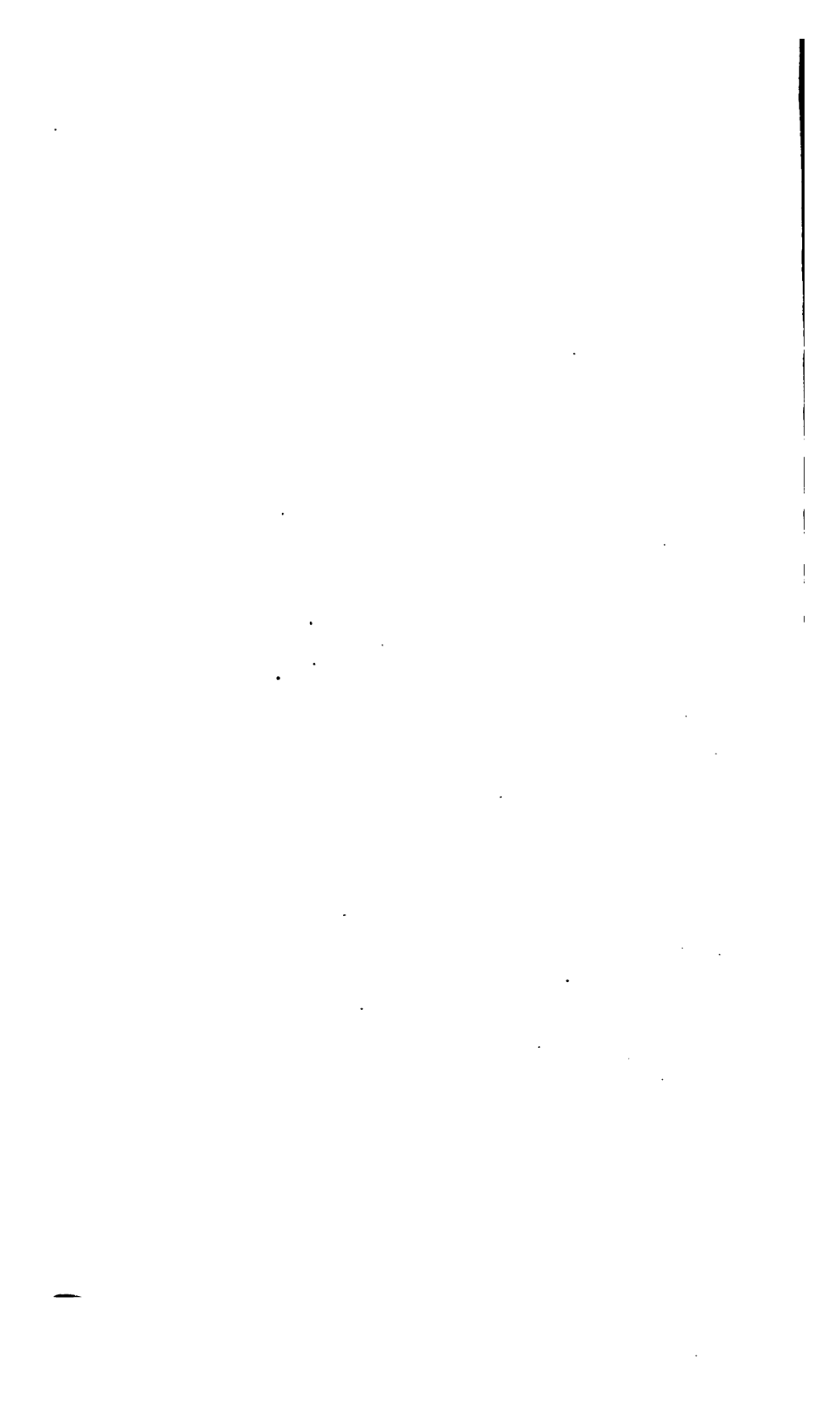
» Non per odio d'altrui, nè per disprezzo. »

Je demanderais volontiers aux lecteurs impartiaux de me juger d'après l'épigraphe de ma première page, qui rend l'esprit dans lequel ce travail a été conçu. Car, je crois que le temps est venu de proclamer hautement les enseignements du Positivisme, et de produire au grand jour, sans hésitation comme sans réticence, les solutions morales fournies par ce système aux grandes questions qui agitent la société tout entière. Je ne décline pas le périlleux honneur de l'avant-garde.

Il ne s'agit point ici d'exposer les bases dogmatiques ni le système religieux qui constitue le Positivisme ; je dois me renfermer, comme pour *Gibraltar*, dans l'application de ses principes à un cas spécial. C'est à ce point de vue

que mon travail doit être jugé, pour qu'on puisse apprécier convenablement les motifs qui m'ont amené à y introduire des formules qui, au premier abord, sembleraient étrangères à mon raisonnement ; d'autre part, quelques personnes trouveront que j'ai heurté sans nécessité les croyances actuellement existantes. Cependant je n'ai dit de la religion que ce qui était indispensable à mon sujet. L'élaboration consciencieuse de ses propres opinions sur de semblables questions entraîne une disposition d'esprit peu propre à choquer ou irriter autrui. Cet effort donne le courage de s'exprimer ouvertement, et doit inspirer en même temps le respect et la sympathie.

South-fields, Wandsworth, 9 novembre 1857.



# INTRODUCTION

---

DES  
OPINIONS ACTUELLES SUR LES RELATIONS DE L'OCCIDENT,  
AVEC LE RESTE DE LA TERRE.

La question de l'insurrection de l'Inde a vivement attiré et préoccupé l'attention, non-seulement de l'Angleterre, mais aussi de l'Occident tout entier.

Un positiviste anglais, aussi énergique que dé-



voué, M. Richard Congrève, a appliqué les principes de la nouvelle doctrine à l'appréciation de cet important événement. Au milieu de la violente effervescence qu'a produite en Angleterre la révolution hindoue, il n'a pas craint de proclamer hautement la prépondérance de la morale sur la politique. Un tel acte honore sans doute celui qui a su en prendre la ferme initiative, mais il indique aussi la véritable estime que mérite la forte population à laquelle on ne craint pas de dire et de proclamer la vérité, alors même qu'elle choque de longues habitudes et d'intimes susceptibilités. Et, comme l'a dit si justement M. Congrève, en parlant du peuple anglais : « je suis persuadé qu'il écoutera tout appel fait à ses sentiments élevés. La nation qui a produit Milton, Cromwell, et les soldats de Cromwell comprendra toujours ce qu'il peut y avoir de noble, de grand et de désintéressé dans une action. »

**Mais** la question de l'Inde n'est qu'un cas particulier d'une question plus générale : celle des relations des peuples occidentaux avec le reste de la terre. Ces relations ont été abandonnées jusqu'ici à une activité désordonnée. Chaque peuple de

l'Europe occidentale s'est trouvé placé dans une situation plus ou moins analogue à celle de l'Angleterre ; et l'on peut dire que nous avons tous notre *question de l'Inde*. M. Congrève a dû surtout porter son attention sur la question spéciale, mais d'une si haute importance, qu'il avait-entrepris de traiter. C'est pour cela que je crois convenable, pour le public français, d'indiquer d'une manière sommaire, mais distincte, les principes fondamentaux d'après lesquels la doctrine positive apprécie et juge les rapports des peuples entre eux, et surtout ceux des populations avancées avec celles qui le sont relativement moins. Un rapide aperçu de l'état des opinions actuelles sur ce sujet montrera l'urgence de faire prévaloir enfin des principes fixes d'appréciation, dans des questions livrées au plus grand désordre, et où prévalent nécessairement d'assez basses inspirations.

Laissons de côté, pour le moment, l'Angleterre, plus spécialement intéressée dans la question, et voyons comment, en France, se partagent les opinions sur ce sujet, et en général sur la nature des relations de l'Occident avec les autres peuples

de la terre. Il y a plus d'un enseignement à tirer de cet examen.

Nous avons vu l'école rétrograde, du moins en France, prendre intérêt à la population hindoue. Nous avons vu les journaux appartenant aux diverses nuances de ce parti faire ressortir avec beaucoup de justesse et de vérité ce qu'avaient d'odieux les procédés de répression employés par l'Angleterre, d'exagéré les récits des atrocités des indigènes, et combien était au fond légitime l'insurrection d'un peuple, protestant contre une domination étrangère, oppressive et hautaine.

Mais, sans suspecter nullement la sincérité de telles opinions, il est permis de croire qu'une sorte de répulsion pour l'Angleterre elle-même a involontairement contribué à développer cette sympathie pour la population hindoue.

Et en effet, nous voyons les même gens approuver et sanctionner, dans d'autres cas, une conduite et une domination fort analogues à celle de l'Angleterre dans l'Inde. Il y a plus, ils sont bien loin souvent de protester contre l'oppression beaucoup

plus grave encore, d'une partie de l'Occident par une autre.

Il y a donc au fond inconséquence et indécision, dans les opinions de l'école rétrograde, sur les rapports entre l'Occident et le reste de notre planète.

Et, en définitive, l'on peut dire, que la doctrine théologique (catholique, ou protestante dans toutes ses nuances quelconques) n'a pu, et ne peut raisonnablement résoudre la question de la nature des relations des peuples entre eux. Cela tient au caractère absolu de cette doctrine. Elle ne peut concevoir, en effet, ni la sagesse ni l'importance de conceptions religieuses si différentes des théories chrétiennes; aussi, ne manifeste-t-elle envers les diverses religions orientales qu'un voltairianisme superficiel, aussi peu rationnel que peu sympathique. Faute de pouvoir rapporter chaque religion à sa destination propre, les théories chrétiennes ne peuvent présider à aucune opération étendue susceptible de déterminer de salutaires et lentes transformations chez les populations de l'Orient. Elles ne savent qu'indiquer banalement une identique solu-

tion à tous les cas, quelque divers qu'ils soient. nous avons vu le protestantisme anglican proposer la bible et le régime parlementaire, comme moyen de civiliser les peuplades océaniques. Une si naïve exagération de l'esprit absolu, n'est en réalité, que l'expression dernière de la tendance propre à tous les théologismes quelconques.

Nous concentrerons notre discussion à cet égard, sur le catholicisme, qui est à la fois la plus systématique et la plus digne, des doctrines théologiques. Mais notre appréciation s'étendra au fond, et avec plus de raison encore, à toutes les théories théologiques et métaphysiques.

Dès son début le catholicisme, méconnaissant la continuité sociale, montra son inaptitude à comprendre et à rendre justice, aux doctrines produites en dehors de son sein. Les plaisanteries de saint Augustin sur le paganisme sont aussi superficielles que celles de Voltaire sur le christianisme. Certes une religion qui avait présidé à de si grandes destinées, qui avait gouverné l'évolution esthétique de la Grèce et la noble activité du peuple-roi, devait nécessairement être autre chose

qu'une longue, et vaste, et puérile mystification. Aussi en ce cas, le succès de la raillerie prouvait seulement, l'affaissement de la doctrine antérieure, et l'opportunité de la doctrine nouvelle. Ainsi dès l'origine, le catholicisme ne put pas même rendre justice au passé d'où il émanait. Il fut ingrat dès son berceau.

Ce défaut originel s'est toujours conservé; dans la pratique des choses, il n'a pu être convenablement modifié que par la sagesse d'un sacerdoce toujours si supérieur à sa doctrine (1); si le catholicisme a pu méconnaître d'où il sortait, que sera-ce donc, lorsqu'il s'agira de peuples si éloignés, et de mœurs si différentes des nôtres. Aussi n'a-t-il su voir en général, dans les religions de l'Orient (Turquie, Chine, Inde) que des aberrations plus ou moins monstrueuses, au lieu de les

---

(1) On doit remarquer, en effet, que c'est l'introduction du génie social de Rome dans la constitution du sacerdoce catholique, qui a procuré à celui-ci sa haute efficacité. Aussi le vrai catholicisme a-t-il été justement qualifié de la dénomination de *romain*.

concevoir comme des théories fort convenablement adaptées à un état donné de civilisation, et dignes, par suite, de sympathie et de respect (1).

Si l'on examine les tentatives du prosélytisme catholique en Orient, nous les voyons aussi souvent inefficaces, que souvent renouvelées. Mais, il est juste de dire cependant, que dans les luttes sanglantes de l'Occident avec les autres peuples, la sagesse du sacerdoce a souvent contre-balancé les funestes effets d'une doctrine absolue. Ainsi, la tolérante modération d'Olmedo proteste contre le fanatisme oppressif de Cortez. Dans la conquête de l'Amérique, le clergé espagnol s'est habituellement constitué l'organe énergique de la morale

---

(1) Il faut excepter les tentatives remarquables, quoique infructueuses, des Jésuites dans l'Inde et dans la Chine. Le pouvoir papal, conséquent à l'esprit absolu de son dogme, a dû finalement condamner ces efforts pour introduire l'esprit relatif, dans le prosélytisme oriental. Mais on peut difficilement concevoir comment l'aversion pour le catholicisme, peut assez aveugler les philosophes, pour leur faire trouver un sujet de réprobation dans cette manière d'agir d'une mémorable corporation.

contre l'oppression. Cette noble conduite, trop peu efficace du reste, tient non pas à la nature de la doctrine, mais à l'existence d'un pouvoir spirituel distinct du pouvoir temporel, et organe nécessaire de la prépondérance de la morale sur la politique; du moins tant que le clergé conserve une digne indépendance.

Ainsi donc, en résumé, le catholicisme, et en général toute doctrine théologique quelconque, ne peut concevoir ni diriger, l'action de l'Occident sur le reste de la terre. Aussi laisse-t-il se développer librement une activité désordonnée, qu'il ne peut ni éclairer ni conduire.

Mais ce sont, la conduite et les doctrines du parti progressiste, ou qui du moins l'est d'intention sinon de fait, qui méritent toute notre attention.

Les sympathies des progressistes, et surtout de nos lettrés soi-disant libéraux, ont été immédiates en faveur de l'Angleterre.

La thèse générale mise en avant a été celle-ci :



La domination anglaise dans l'Inde représente la civilisation de l'Occident, elle est l'élément de propagation de cette civilisation.

Ainsi des gens, livrés à une complète anarchie intellectuelle, dominés par une préoccupation absorbante des intérêts matériels, entraînés par une activité inquiète et dont les mobiles sont essentiellement personnels, n'ont pas craint de représenter une domination envahissante et oppressive comme étant une mission civilisatrice.

L'histoire rapide de la formation de ces opinions, est la meilleure manière d'en montrer et la nature et le danger.

Ces doctrines constituent au fond la forme sous laquelle se traduit maintenant l'esprit d'oppression, et de personnalité immorale et sans règle. Elles sont un extrême résultat du mouvement révolutionnaire des cinq derniers siècles; mouvement qui était progressif, tout en étant plus ou moins anarchique, et qui est devenu désormais aussi rétrograde que perturbateur, maintenant que la reconstruction est à l'ordre du jour.

Le régime du moyen âge plaçait en première ligne la culture morale ou culture des sentiments. La doctrine dirigeante n'atteignait ce résultat qu'indirectement ; attendu que le but assigné à chaque fidèle était à la fois personnel et chimérique ; ce qui donnait inévitablement un caractère d'égoïsme au travail du perfectionnement moral. Néanmoins, la sagesse du sacerdoce savait prescrire la moralité dans la conduite, au nom du salut personnel.

Mais un tel régime était nécessairement instable, et devait être passager. Aussi dès le commencement du xiv<sup>e</sup> siècle, le mouvement de décomposition, surtout en France, marche avec une grande rapidité. La dictature royale s'organise, présidant à la fois, avec une sagesse souvent éminente, à la décomposition du régime ancien et à la préparation graduelle des éléments de l'ordre nouveau.

Ce mouvement est surtout caractérisé par un rapide développement de l'industrie, de la science et de l'art. Aussi, cette civilisation a échappé de plus en plus à la domination de toute doctrine

théologique. Une foi qui se préoccupait essentiellement du ciel, ne pouvait que très-indirectement atteindre une activité surtout dirigée vers la terre. Mais le progrès et le perfectionnement moral restant alors adhérent à des doctrines arriérées, a été négligé et subordonné au progrès matériel et intellectuel.

Ce régime de la transition révolutionnaire des cinq derniers siècles était, malgré d'immenses dangers, aussi inévitable qu'indispensable. Arrivé à son but définitif, le suffisant développement des forces scientifiques, industrielles et esthétiques, il tend à devenir rétrograde faute de se subordonner à la morale. Le positivisme peut seul, en donnant à la morale le caractère scientifique, l'incorporer à la société moderne, dont elle doit régler les divers éléments. Je dis le positivisme, car le catholicisme qui dirigeait le progrès moral n'a pu maintenir sa domination sur les esprits. Par conséquent, comment la doctrine qui n'a pu empêcher la révolution, pourrait-elle la terminer? Quant à la métaphysique, organe passager de destruction et de démolition, elle est évidemment incompétente dans une telle question.

La situation que je viens d'indiquer, s'est bien aggravée de nos jours. Le progrès moral avait été pour tous les gens actifs, subordonné au progrès matériel et intellectuel; un pas de plus a été fait : le progrès intellectuel a été subordonné au progrès industriel. Désormais la science elle-même n'est plus conçue que comme facilitant le développement de l'industrie; et l'art n'est plus qu'un moyen de perfectionner les procédés de satisfaction personnelle que l'industrie enfante. Dès lors le mot *progrès* est devenu le simple équivalent, de *développement industriel sans règles et sans limites*. Pour un grand nombre d'esprits actifs, l'idéal de la civilisation consiste à se transporter rapidement, ou à pouvoir communiquer ses impressions instantanément d'un lieu à un autre. On regarde au fond comme bien plus importante la rapidité du transport, que la qualité des cerveaux transportés, et comme plus urgent le perfectionnement du télégraphe électrique, que la nature des impressions et des sentiments qu'il transmet. En un mot, on considère comme plus nécessaire la création de nouveaux moyens, que la moralisation de leur emploi.

Cette manière de concevoir est définitivement caractérisée par la célèbre et brutale formule

émise au commencement de ce siècle : « Tout pour l'industrie et par l'industrie. »

Aussi le mot *progrès* devient de plus en plus une formule banale, destinée à justifier toute activité déréglée.

Il n'est pas étonnant, par suite, que l'action des peuples de l'Occident sur le reste de la terre ait pris, et conservé un caractère oppressif et désordonné.

On justifie maintenant, au nom du progrès, l'oppression et l'exploitation des populations moins avancées, comme jadis les Espagnols coloraient leurs conquêtes, du prétexte d'amener des âmes au salut éternel.

Le positivisme seul, fondé sur la science et sachant par conséquent faire à l'industrie sa digne part, peut intervenir efficacement dans ces questions.

Les rétrogrades ne peuvent régler une situation dont la direction leur a échappé, et les progres-

sistes glorifient désormais l'oppression au nom du progrès (1).

Mais heureusement, ces deux sortes de doctrines ne sont pas l'expression des tendances véritables, quoique inaperçues, de la situation occidentale.

L'instinct des masses et des natures honnêtes, sent au fond, que dans les relations des classes entre elles, comme dans celles des peuples entre eux : *le règlement moral des forces est désormais plus important que leur développement.*

Avant d'expliquer comment le positivisme peut seul être l'organe systématique de ces dispositions, je dois indiquer rapidement de quelle



(1) Nous avons vu de prétendus libéraux ne pas craindre de railler, des Chinois et des Arabes défendant leur nationalité. L'étrangeté apparente des usages et des croyances de ces populations, les mettaient sans doute hors de la morale ? Du reste, en voyant le sort si précaire et si malheureux de nos prolétaires dans de grands centres industriels, nos docteurs devraient peut-être moins s'enorgueillir de la supériorité de leur civilisation.

manière, sous le nom de *république occidentale* nous concevons et définissons le groupe des populations avancées, qui doit présider aux destinées de l'humanité.

---

CE QU'ON ENTEND, DANS LE POSITIVISME, PAR LE MOT  
DE RÉPUBLIQUE OCCIDENTALE.

L'Europe occidentale est formée d'États indépendants, mais solidaires entre eux, et qui constituent un groupe distinct et bien déterminé; c'est ce groupe qu'Auguste Comte désigne sous le nom de *république occidentale*.

Cette expression est infiniment plus juste que celle de l'illustre de Maistre, qui ayant entrevu ce phénomène social, l'avait nommé le *miracle de la monarchie européenne*.

La dénomination était évidemment impropre;

puisque ce qui fait le caractère éminent d'une telle agrégation, c'est d'être une association spontanée d'États indépendants soumis à des gouvernements distincts, mais ayant une grande communauté de sentiments, d'idées et d'habitudes. Ce serait donc une monarchie sans monarque. En second lieu, l'épithète d'*européenne* est trop vague, comme englobant des populations qui ne doivent pas en faire partie, la Russie par exemple.

Cette république occidentale se compose de cinq populations, y compris les annexes américaines. Deux au sud : l'Italie et l'Espagne, deux au nord : l'Angleterre et l'Allemagne. Au centre est la France, tête de cette confédération naturelle, et qui depuis le moyen âge en possède la présidence. Le grand Corneille peignant la chute de l'empire romain a pu justement dire :

Un grand destin commence, un grand destin s'achève ;  
L'empire disparaît et la France s'élève.

Auguste Comte a remarqué que la substitution



de la prépondérance de Paris à celle de Rome, ou d'une suprématie librement acceptée à une domination forcée, marque le vrai caractère fondamental de ce groupe mémorable.

Si après avoir fait connaître les populations qui constituent la *république occidentale*, nous voulons en faire connaître le caractère principal, nous pourrons la définir ainsi :

La *république occidentale* est l'ensemble des populations qui, soumises au régime catholico-féodal, ont participé au mouvement de décomposition de ce régime depuis le quatorzième siècle, et développé de plus en plus leurs relations mutuelles depuis cette époque, sous la graduelle prépondérance du régime industriel et pacifique.

Cette définition, historique comme doit l'être toute véritable définition sociale, circonscrit nettement un tel groupe. Ces cinq grands États, nécessairement indépendants, forment une collection qui ayant la même série d'antécédents a, par suite, une similitude fondamentale de mœurs, d'habitudes et de tendances.

Ces populations diverses ne peuvent être réunies sous la domination d'un gouvernement unique. Au milieu de l'anarchie des cinq derniers siècles, quelques tentatives de *monarchie universelle* ont été faites. Elles ont misérablement échoué, après avoir produit d'immenses ravages passagers, comme tous les efforts quelconques qui sont dirigés contre les tendances essentielles d'une situation. Il n'y a de définitivement efficace en politique que l'activité dirigée dans le sens même du mouvement. Les chimères de *monarchie universelle* sont définitivement disparues. Mais les affinités que le passé a créées entre les diverses populations de l'Occident, et que le présent développe, doivent être systématiquement coordonnées par une doctrine uniforme, établie, enseignée et appliquée par un même pouvoir théorique.

Il est de toute évidence que la doctrine qui pourra seule résoudre ce grand problème, pourra seule aussi, coordonner et diriger l'action de cette tête de l'humanité sur le reste de notre planète. Comment la doctrine qui ne pourrait être occidentale pourrait-elle aspirer à devenir universelle? Le catholicisme a présidé à la première formation de ce groupe

immense. Alors s'est produit cet admirable phénomène, unique dans l'histoire : un ensemble d'États soumis à des gouvernements différents, mais intellectuellement et moralement dirigés par une même autorité spirituelle. Ce grand fait était préparé par tout l'ensemble des antécédents gréco-romains. Le catholicisme romain a organisé sa constitution et son extension. Aussi l'étude, sous ce point de vue, de la seconde phase du moyen âge (de l'an 700 à l'an 1000) est profondément intéressante, comme présentant une suite du système romain continué sous une nouvelle forme, bien supérieure à l'ancienne. D'abord, l'esprit militaire agissait essentiellement sous forme défensive, en forçant par là les peuples barbares à devenir sédentaires, et le catholicisme, avec un dévouement et une énergie incomparables, assurait l'agrégation, en incorporant ces peuples à un même système de croyances et de sentiments. Ainsi surgit la grande politique des Pépin et des Charlemagne ; ainsi s'établirent les naturelles relations de la France et de la Papauté !

Par là se constitua l'économie générale du système catholique au moyen âge, qu'Auguste Comte dé-

clare (1) devoir être conçu de plus en plus comme formant jusqu'ici, le chef-d'œuvre politique de la raison humaine. Mais ce régime était nécessairement instable. Ni l'activité militaire, ni l'esprit théologique ne permettaient une organisation définitive de la division des deux pouvoirs. Le système devait osciller entre la théocratie et l'empire.

Depuis le xiv<sup>e</sup> siècle l'ordre du moyen âge s'est successivement décomposé; d'abord spontanément dans le xiv<sup>e</sup> et le xv<sup>e</sup>, puis systématiquement depuis le xvi<sup>e</sup>.

Depuis le xiii<sup>e</sup> siècle le catholicisme ayant renoncé à toute absorption de l'islamisme, avait définitivement abandonné par cela même toute prétention à l'universalité.

Depuis le xvi<sup>e</sup> siècle l'Occident s'est lui-même réparti entre le catholicisme et le protestantisme. Après de violents conflits, on peut dire qu'à par-

---

(1) *Cours de Philosophie Positive*, t. V, p. 326.

tir du xvii<sup>e</sup> siècle, tous les hommes sensés ont renoncé à résoudre un tel dualisme ; et la diplomatie européenne l'a définitivement sanctionné.

Le catholicisme n'a donc pas conservé sa prépondérance ; comment pourrait-il présider à la réorganisation d'une unité qu'il n'a pas pu maintenir, après avoir contribué à la former.

Depuis le xiv<sup>e</sup> siècle, les doctrines théologiques ont été, en fait, une cause de discorde, entre les diverses parties de l'Occident. Depuis cinq siècles, elles ont graduellement perdu leur influence sur la vie publique, réduisant de plus en plus leur action à la vie privée. Dans ce cercle du reste elles exercent, sur tout le catholicisme, une action incomparablement utile, en empêchant en Occident une désuétude complète de la culture morale.

Il est donc manifeste que les doctrines théologiques sont, de par l'histoire, mises hors de cause pour la constitution de l'unité occidentale.

Quant aux théories métaphysiques elles sont hors de discussion à ce sujet. Ces doctrines n'ont ja-

mais été que des organes de doute et d'anarchie, passagèrement indispensables.

Cependant, au milieu des inévitables conflits que suscitait la décomposition de l'ordre ancien, les rapports des divers États de l'Occident entre eux se sont étendus et consolidés.

Cela est dû à la prépondérance graduelle du régime industriel et pacifique.

Par une suite inévitable de la libération des masses opérée au moyen âge, sous l'action combinée du catholicisme et de la féodalité, le régime industriel a tendu à prévaloir de plus en plus; ce qui, outre une similitude d'habitudes, amenait des relations suivies et nombreuses entre les peuples occidentaux.

D'un autre côté, à mesure que les dissensions théologiques s'aggravaient, des doctrines scientifiques communes à l'Occident, et à l'Occident seulement (1), croissaient en importance et en

---

(1) Il est digne de remarque que la doctrine du double

étendue. Des opinions plus fixes et plus stables surgissaient à la place des dogmes indémontrés et indémontrables de la théologie et de la métaphysique. Ainsi se préparait la graduelle substitution de la foi démontrée à la foi révélée. Je dis la foi ; car il importe de remarquer qu'au moment même où les doctrines anciennes employaient vainement la force pour maintenir une domination qui leur échappait, les théories scientifiques, au contraire, s'imposaient à tout l'Occident sous l'actif effort de quelques hommes de génie, le plus souvent pauvres et persécutés. Et, de plus, ces théories choquant ordinairement, et les apparences vulgaires et de longues habitudes, étaient acceptées néanmoins, quoique leur démonstration ne fût accessible qu'à un très-petit nombre d'esprits compétents. Il suffisait qu'elles fussent démontrables. On ne songeait nullement à invoquer envers elles le dogme métaphysique de la liberté d'examen (1).

---

mouvement de la terre admise universellement en Occident est, en dehors de ce groupe d'élite, tout à fait repoussée.

(1) Il n'y a point de liberté de conscience en astrono-

Dans une note fort remarquable des *Soirées de Saint-Petersbourg*, l'illustre de Maistre a écrit ce qui suit :

« Je ne sais si je me trompe, mais cette espèce de despotisme, qui est le caractère distinctif des savants modernes, n'est propre qu'à retarder la science. Elle repose aujourd'hui tout entière sur de profonds calculs à la portée d'un très-petit nombre d'hommes. Ils n'ont qu'à s'entendre pour imposer silence à la foule. Leurs théories sont devenues une espèce de religion; le moindre doute est un sacrilège.

» Le traducteur anglais de toutes les œuvres de

---

mie, en physique, en chimie, en physiologie même, en ce sens que chacun trouverait absurde de ne pas croire de confiance aux principes établis dans ces sciences par les hommes compétents. S'il en est autrement en politique, c'est uniquement parce que, les anciens principes étant tombés et les nouveaux n'étant pas encore formés, il n'y a point, à proprement parler, dans cet intervalle de principes établis (Auguste Comte, *Cours de Philosophie positive*, t. IV).



Bacon, le docteur Shaw, a dit, dans une de ses notes dont il n'est plus en mon pouvoir d'assigner la place, mais dont j'assure l'authenticité : *que le système de Copernic a bien encore ses difficultés.*

» Certes, il faut être bien intrépide pour énoncer un tel doute. La personne du traducteur m'est absolument inconnue, j'ignore même s'il existe; il m'est impossible d'apprécier les raisons qu'il n'a pas jugé à propos de nous faire connaître; mais sous le rapport du courage, c'est un héros.

» Malheureusement ce courage n'est pas commun, et je ne puis douter qu'il n'y ait dans plusieurs têtes (allemandes surtout) des pensées de ce genre qui n'osent se montrer. »

Les réflexions de cet éminent philosophe méritent notre attention, sous plusieurs rapports.

En premier lieu, il constate d'une manière irrécusable la prépondérance en Occident de la foi scientifique, puisqu'il va jusqu'à qualifier d'héroïsme le courage d'émettre un doute sur les pro-

positions fondamentales de la science, établies par la série des hommes compétents.

Mais de Maistre aurait dû compléter son observation, en remarquant que les mêmes esprits qui admettaient si facilement les notions scientifiques, sans doute ni discussion, étaient précisément les plus réfractaires à l'admission des dogmes théologiques. En second lieu, les observations de de Maistre prouvent combien sont dominés par l'esprit révolutionnaire ceux même qui s'en prétendent dégagés, et qui ont la prétention de l'attaquer directement.

De Maistre appelle *despotisme* cette libre adoption par la foule, des dogmes scientifiques, sans remarquer que l'expression est contradictoire; puisque jamais soumission ne fut plus volontaire. Il va même jusqu'à reprendre la superficielle hypothèse voltairienne, d'un accord possible entre tous les savants pour mystifier et exploiter le public; hypothèse que le xviii<sup>e</sup> siècle avait essentiellement appliquée aux croyances théologiques. Enfin, de Maistre se présente ainsi comme atteint de la maladie occidentale, qui consiste, comme l'a dit

**Auguste Comte, dans le dogme de l'infaillibilité individuelle, et dans l'insurrection de la raison personnelle contre la raison collective.**

**L'esprit positif peut donc seul établir une foi.**

**« La foi consiste, dans cette disposition éminemment sociale, à admettre de confiance les principes établis par les hommes compétents. » La foi n'a pas manqué jusqu'ici à chacune des propositions essentielles de la science moderne; de Maistre la constate en la maudissant.**

**Ainsi l'ordre nouveau est susceptible d'une foi plus stable, plus étendue que celle de l'ordre ancien.**

**La prépondérance de l'esprit positif a donc posé en Occident les bases d'une véritable unité intellectuelle et morale. Ce phénomène est désormais trop incontestable pour être nié.**

**Tant que l'esprit scientifique a été borné aux spéculations de l'ordre inorganique ou vital, son**

**action sociale a été radicalement insuffisante. Mais en s'étendant, sous l'incomparable effort d'Auguste Comte, à l'ordre social et moral, il a pu, en se systématisant, s'élever enfin au point de vue religieux.**

**La religion positive fondée sur la coordination de la science peut seule présider à la réorganisation spirituelle de l'Occident.**

**Fidèle au véritable esprit scientifique, la religion positive ne fait que coordonner et diriger l'unité intellectuelle et morale, que l'ensemble des antécédents a spontanément préparée chez l'élite de l'humanité.**

**Le positivisme vient ainsi résoudre sur des bases scientifiques, inébranlables, le problème qu'avaient entrevu nos admirables précurseurs du moyen âge : « établissement d'un pouvoir spirituel distinct et indépendant du pouvoir temporel, dont la destination fondamentale est d'assurer librement en Occident la prépondérance de la morale, dans toutes les relations humaines, domestiques et sociales.**

**Après avoir indiqué comment le positivisme**

fonde l'unité de la *république occidentale* par la prépondérance d'une même religion, il nous reste à indiquer sommairement comment il conçoit l'action extérieure de ce groupe des populations avancées.

---

DES RELATIONS DE L'OCCIDENT AVEC LE RESTE DE LA TERRE,  
AU POINT DE VUE DE LA RELIGION POSITIVE.

La *République occidentale* constitue la tête de l'humanité. Elle a donc spontanément la direction des affaires terrestres ; mais cette direction doit devenir systématique au lieu d'être empirique, protectrice au lieu d'être oppressive.

Depuis le *xiv<sup>e</sup>* siècle les relations de l'Occident avec le reste de la terre se sont graduellement développées. Elles ont eu un caractère commercial ; mais toujours accompagnées de tentatives de conquête, et d'essais d'un prosélytisme plus ou moins

oppressif. Dans le plus grand nombre de cas on a ainsi voulu exploiter, conquérir et convertir les nombreuses populations qu'a visitées l'inquiète activité des peuples avancés. Cette activité a toujours été déréglée, et le plus souvent immorale. A mesure que la foi chrétienne perdait en Occident la direction des affaires générales, et que de sa dissolution s'engendraient les plus terribles conflits, elle essayait empiriquement de s'étendre à des populations étrangères à son milieu naturel. Aussi cette même foi, qui avait surgi malgré tous les obstacles avec une prépondérance irrésistible, qui pendant des siècles avait présidé aux destinées de l'élite de l'humanité, n'a pu entamer nullement les populations orientales. Et là même, comme en Amérique (Mexique, Pérou), où elle semble avoir prévalu, cette prépondérance est bien plus apparente que réelle ; et les croyances primitives de ces peuples se sont conservées sous la couche superficielle des doctrines chrétiennes.

**Ce double fait, d'un facile avènement occidental, et d'une impuissance radicale en Orient, est une frappante démonstration du caractère né-**

cessairement local de ces croyances théologiques. Adoptées dans les pays où elles se trouvent en rapport avec un ensemble déterminé de besoins, et où les antécédents les ont successivement préparées, elles échouent radicalement dans tous les milieux différents, et le titre d'*universelle* qu'elles s'adjugent, reste comme une expression du problème qu'elles se sont proposé, et de leur impuissance à le résoudre.

Ces croyances ne peuvent être ni universelles ni durables.

La religion émanée de la science peut seule devenir universelle, et résoudre enfin ce grand désir d'une unité intellectuelle et morale de tous les peuples de la terre, qui depuis deux mille ans a toujours préoccupé les grandes âmes.

La papauté a essayé de régler l'activité extérieure de l'Occident, et malgré les préjugés révolutionnaires à cet égard, on doit reconnaître que si elle a échoué au fond, à cause de l'insuffisance de la doctrine, elle a du moins beaucoup diminué

et adouci la violence de l'oppression. Mais, même cette intervention insuffisante s'est affaiblie de plus en plus à mesure que l'autorité sociale de la papauté sur l'Occident diminuait, et depuis le siècle dernier, l'action extérieure des peuples avancés a été radicalement dérégulée.

Le positivisme qui vient installer enfin la prépondérance de la morale pour le règlement de toutes les relations humaines, peut seul poser les principes d'après lesquels doivent être dirigés les rapports extérieurs des peuples avancés avec ceux qui le sont relativement moins.

Au fond ces principes se réduisent essentiellement à ceci :

1° Dégager les relations commerciales de l'Occident avec le reste de la terre, de toute tentative d'oppression politique ;

2° Remplacer un mépris superficiel pour les religions de ces peuples, par l'appréciation de la valeur relative de ces doctrines. Elles sont adap-



tées à un état donné de civilisation , et par suite elles sont ce qui , pour le moment , convient le mieux à ces populations.

Le positivisme substituera ainsi la sympathie à un aveugle orgueil , et une sage appréciation , vraiment scientifique , à un puéril dénigrement voltairien. Par suite , les rapports commerciaux dégagés de toute oppression matérielle et de tout prosélytisme méprisant , deviendront le point de départ d'une action bienfaisante de l'Occident , à mesure qu'il se régénérera lui-même. Nous pourrions ainsi servir ces populations sans nous démoraliser nous-mêmes par une domination injustifiable. Ce sont ces considérations que je veux sommairement développer.

Il faut , en premier lieu , comprendre combien est irrationnelle l'opinion d'après laquelle nous traitons de barbarie , tout état de civilisation qui n'est pas absolument conforme au nôtre.

La notion de civilisation est relative et non pas absolue. Sans doute le travail successif des générations pousse l'espèce humaine vers une certaine

limite consistant dans l'ordre social le plus conforme à l'ensemble de notre nature et de notre situation. Mais un tel état ne peut être immédiatement atteint, et c'est d'après une marche naturelle tout à fait nécessaire que s'opèrent les pas successifs de cette immense évolution. La philosophie positive a établi les lois générales d'une telle progression.

Chaque état social est donc caractérisé par un ensemble de croyances, d'habitudes, d'institutions, qui résulte de tous les antécédents, et qui constitue le degré de civilisation propre à chaque cas, et qui ne peut être modifié que graduellement et d'après des lois déterminées.

C'est ainsi que nous voyons d'immenses populations vivre sous la domination de religions diverses. Ces religions, en rapport avec leur état mental et social, président et règlent l'existence de ces peuples.

Que voulez-vous mettre à la place? Vous voulez, dites-vous, civiliser les Chinois. Mais qu'est-ce donc que la civilisation si vous appelez barbarie

**un régime, qui depuis des siècles fait vivre convenablement 300 millions d'hommes sous une même domination.**

**Pensez-vous donc, en ce moment, mieux résoudre qu'eux le problème d'une existence satisfaisante des classes inférieures. Considérez le sort de vos prolétaires dans un si grand nombre de circonstances, et dites sérieusement si vous entendez mieux que les Chinois la solution de ce problème économique.**

**Il n'y a qu'une absurde superficialité, et un extrême orgueil qui puissent, dans l'état actuel de l'esprit humain, faire croire que l'on transporte ainsi une civilisation dans une autre, et que la substitution s'opère ainsi spontanément.**

**Les lois naturelles, d'après lesquelles une civilisation en modifie une autre, sont encore profondément inconnues. Les insuccès répétés de toutes les tentatives faites sur les populations mahométanes, brahmaniques, chinoises, prouvent que le problème est plus difficile, que ne l'a supposé la naïve confiance de nos docteurs.**

Si donc vous voulez sérieusement faire progresser, comme on dit maintenant, les populations moins avancées, commencez par déterminer d'une manière générale les lois de modifiabilité d'une civilisation donnée, et quand vous en aurez trouvé les conditions principales, alors seulement vous pourrez vous mettre à l'œuvre, et entreprendre une digne propagande.

Mais loin de là, on ne considère ces peuples qu'avec le plus absurde dédain. Au lieu d'étudier sagement les convenances réelles de leurs usages et de leurs croyances, on prend le procédé plus commode de les railler. C'est en effet infiniment plus facile que de comprendre et d'apprécier.

Il y a plus, toute action systématique de l'Occident sur le reste de la terre ne peut être actuellement que profondément désastreuse pour les peuples sur lesquels on l'exercerait.

Qu'iriez-vous transporter chez les populations moins avancées? Rien autre chose qu'un état de profonde anarchie mentale, un développement in-

dustriel désordonné, sous lequel tend à s'écraser toute digne amélioration morale (1).

Car quel dogme ira-t-on prêcher chez les populations étrangères à l'Occident ?

Aucune doctrine quelconque ne gouverne actuellement les esprits. Il y a sans doute de puissants éléments d'ordre dans notre forte civilisation occidentale, mais ils sont sans aucun lien, aucune doctrine ne les dirige, et le positivisme seul pourra les rallier.

La vie réelle a échappé en Occident aux croyances anciennes. Nous ne pouvons donc transporter maintenant hors de chez nous, que le spectacle de notre anarchie, ou le tableau plus triste encore d'un scepticisme dégradant.

---

(1) Notre illustre Montesquieu a exprimé d'une manière piquante cette disposition d'esprit « Mais, si quelqu'un par hasard, apprenait à la compagnie que j'étais Persan, j'entendais aussitôt autour de moi un bourdonnement. Ah ! ah ! monsieur est Persan ? C'est une chose bien extraordinaire ! Comment peut-on être Persan ? »

On se plaint que les populations orientales sont immobiles. D'abord, cette banale appréciation n'est que la routinière explication propre à tous ceux qui parlent sur ce qu'ils n'ont jamais examiné. C'est exactement l'analogue de nos littérateurs, admirant la parfaite régularité des phénomènes célestes; phénomènes fort réguliers sans doute pour ceux qui ne les connaissent pas, et n'en ont jamais apprécié les perturbations (1). Mais en admettant cela, peut-on croire que le spectacle d'une rapide et désordonnée succession de doctrines soit propre à faire renoncer ces peuples aux dogmes vénérables, que le lent tra-

---

(1) Cette disposition de nos métaphysiciens, à raisonner à tort et à travers sur ce qu'ils ne connaissent pas est vraiment merveilleuse. Un psychologue, ayant à parler d'astronomie, citait comme type le génie astronomique de Newton. Cet écrivain avait entendu dire probablement, que Newton avait fondé la *mécanique céleste*; cela lui a suffi pour faire d'un grand géomètre un grand astronome. L'absence totale de connaissances réelles qui caractérise en France une telle classe, ne l'empêche jamais de décider imperturbablement sur tous les sujets quelconques.

vail des siècles a créés pour la direction de leur existence.

En résumé, l'Occident ayant graduellement abandonné les croyances antiques et n'ayant pu encore adopter la religion positive, qui seule coordonne les éléments de l'ordre moderne, ne doit pas songer à transporter au dehors son désordre moral et son anarchie intellectuelle (1).

---

(1) Nos métaphysiciens en sont venus à ce point, de proclamer l'état d'examen et de doute continus, comme l'état normal de la raison humaine. Ils ont été jusqu'à glorifier l'instabilité permanente de l'intelligence. Une telle dégradation mentale se conçoit difficilement. Cette disposition d'esprit amènerait bientôt à un véritable état de folie. Cette métaphysique y conduit inévitablement dès qu'elle est active. Et, de tels esprits ne l'évitent, qu'en jouissant dans une passive stagnation des prébendes que leur a créées la munificence nationale. On serend raison de l'aversion que le positivisme inspire à de telles natures. Ils craignent l'avènement d'une morale démontrée, qui ne laissant pas de refuge aux sophismes de l'égoïsme, demanderait naturellement s'il est urgent de créer de nombreux loisirs à des gens, dont l'unique pro-

La grande question à l'ordre du jour est désormais, et de plus en plus, la réorganisation intellectuelle et morale de l'Occident lui-même.

Le passé a développé les forces industrielles, scientifiques et esthétiques; mais ces forces ont échappé radicalement à l'action des doctrines anciennes, qui se sont trouvées de plus en plus incapables de les diriger et de les régler. On a même été jusqu'à systématiser un tel état, en déclarant que le but de toute religion est céleste et non terrestre. Il y a plus : même ceux qui admettent encore les anciens dogmes trouvent le plus souvent étrange, et repoussent autant que les plus purs révolutionnaires, toute intervention

---

fession est de ressasser indéfiniment des énoncés de questions insolubles.

Du reste, leur conduite envers le catholicisme est caractéristique à ce point de vue. Cachant mal, sous des serviles démonstrations, l'aversion que leur inspire cette noble religion, ils évitent par la proclamation de leur infallibilité personnelle, le règlement qui émane nécessairement de la reconnaissance de l'autorité pontificale.



**de l'autorité morale dans le règlement de la vie privée.**

De cet état de chose, contre lequel les doctrines théologiques n'offrent plus qu'une honorable mais impuissante protestation, résulte l'abus croissant des forces, surtout privées, dans les relations de la vie humaine.

De là, trop souvent, oppression des inférieurs par les supérieurs ; par suite malaise, désaffection et révolte de la part des inférieurs.

Le grand problème est donc celui-ci : établissement d'une doctrine générale, ou mieux d'une religion, qui librement adoptée, fasse prévaloir les principes de la morale démontrée, d'après lesquels se régleront toutes les relations quelconques. Ou, pour plus de précision, la question essentielle est dans l'avènement d'un nouveau pouvoir spirituel, dirigeant au nom d'une religion toujours démontrable, les esprits et les cœurs.

C'est là que doivent tendre tous les cœurs dévoués, les âmes honnêtes et sincères. Le temps des puérités académiques est passé. Il s'agit mainte-

nant, bien plus d'utiliser les résultats acquis, que d'en faire surgir de nouveaux. *En un mot, le règlement moral de toutes les forces humaines doit prévaloir sur leur développement.* Le passé a développé les forces, l'avenir doit les régler.

Par là, le prolétariat s'incorporera dignement à la société moderne. Le règlement des principales souffrances de sa situation est surtout moral, et non pas politique. Ce sont les forces privées qui abusent, infiniment plus que les forces publiques. Les ambitieux seuls, peuvent de nos jours préconiser les changements politiques comme moyen d'amélioration sociale. Vous avez à demander au pouvoir surtout une chose : le sage maintien de l'ordre matériel, condition indispensable de toute digne rénovation intellectuelle et morale. Cessez de croire l'absurde principe : qu'une réforme puisse être à la fois immédiate et radicale. La politique peut apporter des soulagements, la libre et lente prépondérance de la morale peut seule résoudre définitivement la question.

**Mettez votre cœur et votre esprit à la hauteur de votre rôle social.**

**Faites enfin effort pour comprendre et pratiquer une doctrine, qui proclamant le caractère social de toutes les forces humaines, peut seule établir les règles de leur digne emploi.**

**Considérez combien il est peu rare de voir ceux qui déclament le plus contre les abus du pouvoir politique, abuser le plus dans la vie privée, et ne se reconnaître ni devoirs ni obligations.**

**Vous comprendrez par là, que la grande solution de la question sociale est dans la profonde rénovation intellectuelle à laquelle peut seule présider une doctrine qui, émanée de la science, reste toujours démontrable.**

**Mais le prolétariat surtout, comprendra dès lors, que s'il doit justement demander que les forts reconnaissent et pratiquent leurs obligations morales envers les faibles, il aurait mauvaise grâce à méconnaître ce principe, en approuvant toute oppression quelconque des populations moins avancées par les peuples occidentaux, sous prétexte de civiliser les gens malgré eux.**

Aussi, toutes les âmes honnêtes et éclairées, quelles que soient du reste leurs opinions, doivent sentir de plus en plus, que l'état intérieur de l'Occident mérite surtout leur urgente sollicitude.

Et, ceux qui admettent l'avènement inévitable d'un régime purement industriel, et ce sont tous les esprits actifs, comprendront qu'il est contradictoire d'employer le régime militaire comme procédé de lucre commercial.

Enfin, si nous voulons résumer la politique générale du positivisme quant aux relations internationales, nous dirons qu'elle consiste :

1° A reconnaître la complète indépendance temporelle des divers États distincts de l'occident de l'Europe, qui ne doivent être liés entre eux, que par la similitude de religion, de mœurs et d'habitudes.

2° A pousser au développement progressif des relations commerciales de l'Occident avec le reste de la terre, sans tentative quelconque d'oppression

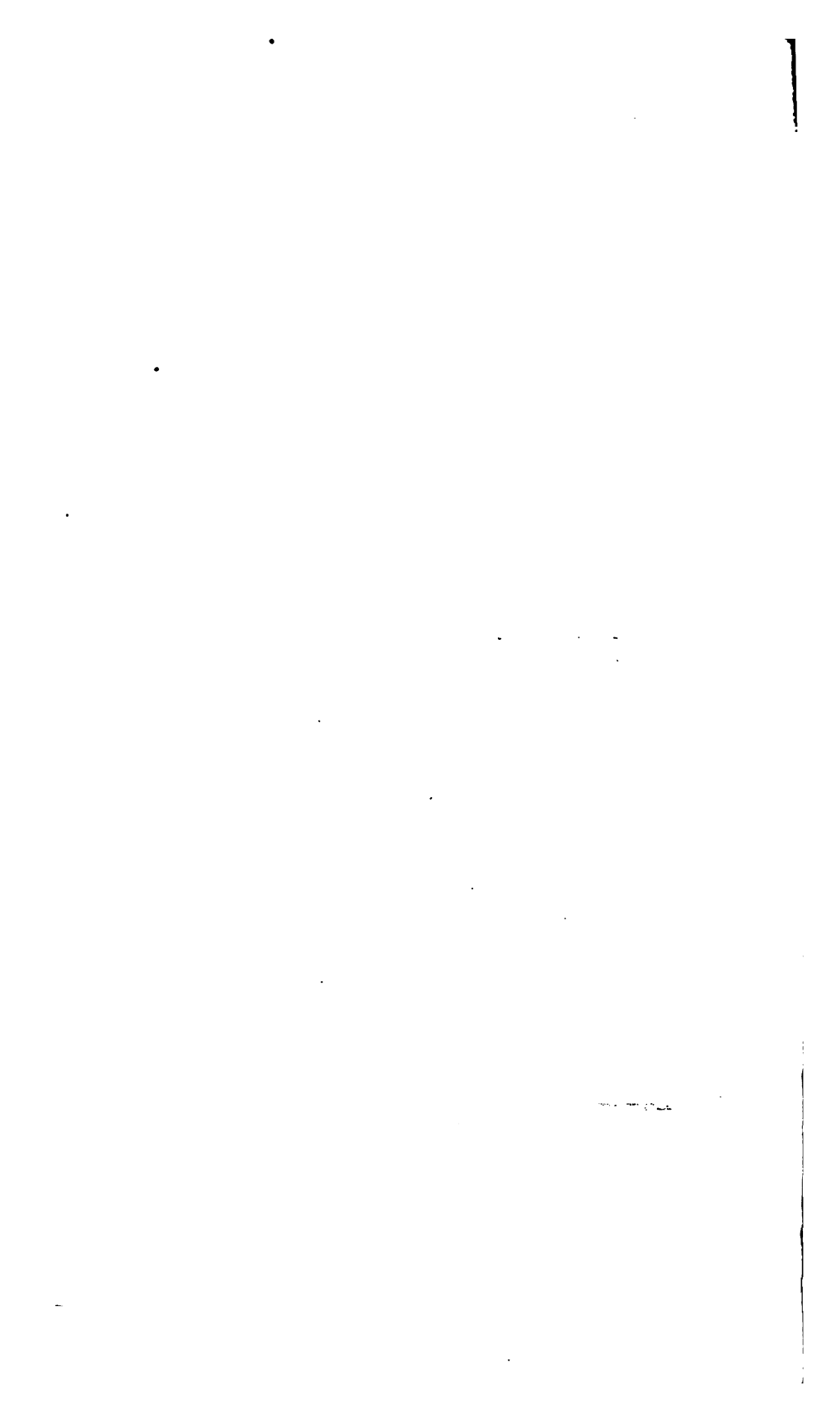
**ou de prosélytisme forcé, en employant seulement  
la force maritime à organiser une digne police  
collective de nos mers.**

**P. LAFFITTE.**

Paris. — 10, rue Monsieur-le-Prince.



**PREMIÈRE PARTIE.**



# L'INDE.



## PREMIÈRE PARTIE.

Subordonner la politique à la morale, — en d'autres termes, juger au point de vue de la moralité les desseins et les actes de la politique, — tel est le but du positivisme envisagé



comme philosophie sociale. C'est renverser le rapport qui a si longtemps subsisté entre ces deux sciences, et qui est également préjudiciable à chacune d'elles. On ne peut davantage permettre à la politique de ne se point préoccuper de la moralité, ni à la raison d'État d'empêcher que les questions sociales ne soient portées devant un tribunal plus élevé. Il faut (et c'est la plus simple manière d'exprimer la chose) admettre en principe que, pour les États comme pour les individus, la question des devoirs doit désormais primer celle des droits. Poser et assurer ce principe me paraît être le seul objet vraiment digne de tout effort sur les questions d'actualité.

J'ai publié dans ce but, l'hiver dernier, une

brochure intitulée « Gibraltar, ou la politique extérieure de l'Angleterre. » Je me suis efforcé d'y mettre en évidence, dans le cas le plus simple que j'avais pu trouver, comment l'Angleterre pouvait introduire ce nouveau principe dans sa conduite politique. Elle avait à se demander, relativement au plus faible membre de l'Europe occidentale, non pas ce qu'elle avait le droit ou la faculté de faire, mais ce qu'il était de son devoir d'entreprendre, eu égard à sa position sociale parmi les peuples, et aux prétentions des autres nations sur elle-même. Elle avait à se demander quelle était la meilleure manière de travailler, non pas à son agrandissement particulier, mais au bien-être général du système dont elle est partie intégrante.

J'espérais que ma tâche était accomplie ; j'espérais qu'il suffisait, pour le moment, d'avoir mis ces points de vue en évidence, et que je pouvais retourner à d'autres soins. Car le principe une fois posé, il était aisé de voir qu'il est d'une application très-étendue. Cela était acquis, et cela impliquait la révision complète de la situation et des relations internationales de l'Angleterre, comme de ses rapports politiques avec l'Occident et l'Orient. Mais lorsque j'écrivis, il me sembla convenable de me borner à un cas spécial dans lequel il était aisé d'appliquer ce principe. Il n'y avait pas alors de raisons pressantes qui m'engageassent à expliquer comment il pouvait embrasser le plus important de tous les cas auxquels il pût être appliqué, celui de l'Inde. Parde bons ou de mauvais

moyens nous avions conquis cet empire, et il n'y avait aucune apparence que sa possession fût mise de sitôt en question. Des actes récents d'agrandissement arbitraire avaient même semblé rencontrer une entière soumission. Et il ne pouvait venir à la pensée d'un observateur éloigné, que la question de l'Inde allait être prochainement agitée.

A voir les choses de loin, on pouvait être convaincu, comme je l'étais, que nous n'étions aucunement justifiables de garder notre empire d'Orient. On pouvait même conclure, d'après les principes courants, que cette domination manquant de légitimité, manquait par conséquent de bases et était à tout moment susceptible d'être attaquée. Mais il était géné-

ralement admis que, selon toute probabilité, notre règne devait présentement durer encore. Je n'avais pas été plus loin, quant à moi, et je m'étais contenté de protester contre une telle usurpation, en l'acceptant comme un fait accompli. Je ne m'aveuglais pas sur les moyens injustes par lesquels nous avons acquis cet empire, et j'étais parfaitement éclairé sur le mal résultant de son occupation définitive. Mal égal pour l'Angleterre et pour l'Inde. Je croyais toutefois que le moment de sa chute était ajourné pour quelque temps encore ; et j'avais fondé cette opinion sur la conviction où j'étais, que le gouvernement anglais, par la force de l'ordre, par le progrès des améliorations matérielles et surtout par les exemples de l'honneur et de la loyauté occidentales, avait en quelque

sorte racheté son origine ; et que, s'il n'était pas justifiable en principe, il offrait du moins, à ses sujets orientaux, par ses résultats pratiques, une compensation suffisante. Dans de tels sentiments, j'attendais patiemment le jour où, par l'énergique réaction de la population indigène notre domination deviendrait désormais impossible ; ou bien, ce qui était autrement désirable, que la nation anglaise abandonnât volontairement cette conquête, et que nous nous retirions librement, après avoir fait tous nos efforts pour assurer au pays que nous avions si longtemps gouverné, l'ordre, un bon gouvernement, et la sécurité extérieure.

Mais le cours précipité des événements et la révolte récente ont fait évanouir toute idée de

patiente résignation à un mal suffisamment constaté. La question indienne est devenue la question dominante. Sa solution immédiate comme son avenir le plus éloigné occupent toutes les pensées.

La discussion est générale sur ce sujet ; mais les principes sur lesquels elle repose sont partout les mêmes. Comme les miens se trouvent essentiellement différents, je sens que je manquerais à la cause que j'ai embrassée et que je faillirais, en conscience, à mon devoir, si je reculais devant les conséquences d'un loyal aveu des opinions que je me suis formées et des idées premières dont je les ai tirées ; si je ne posais la solution que la philosophie positive m'offre comme consistante et morale, en face

de toutes ces solutions qui me semblent incohérentes et immorales, d'autant plus même qu'elles semblent avoir plus de consistance. Cette philosophie prétend ouvertement à une application universelle ; je suis convaincu que cette prétention est fondée : je ne puis donc rester silencieux.

Pour l'Inde, comme pour Gibraltar, c'eût été une illusion de supposer que, dans l'état actuel de l'opinion, la politique que je propose pût obtenir un assentiment immédiat. Ces deux cas diffèrent cependant, la possession de Gibraltar ne devant probablement pas être discutée de longtemps, tandis que pour l'Inde la question est soulevée. Il est possible, et même probable, que la lutte qui s'est engagée contre



quelques régiments mutinés et qui bientôt a pris les proportions d'une révolte, devienne une révolution telle, que notre gouvernement et notre nation soient amenés à se faire cette demande : Faut-il nous mettre à l'œuvre pour reconquérir l'Inde ? Dès lors qu'une semblable question, si elle n'est point encore explicitement formulée, se trouve cependant instinctivement pressentie, le moment est venu pour moi de parler ; alors, des considérations légères en apparence prennent un grand poids ; en présence d'une conjoncture aussi formidable, grosse de conséquences si graves, la nation anglaise pourra demander s'il n'y a aucun moyen d'éviter ce mal imminent ? si nous sommes assez certains de notre droit pour justifier à nos yeux les immenses sacrifices que nous allons nous

imposer ainsi qu'à la postérité ? si l'Inde est un légitime objet de conquête pour nos armées ? si c'est un devoir de la recouvrer ? si nous sommes tenus, enfin, pour quelques avantages douteux, de lui infliger de propos délibéré toutes les horreurs de la guerre ?

Je ne veux point représenter ici les vicissitudes de la lutte : on ne peut, humainement, y trouver qu'un pénible intérêt. Je la réproouve énergiquement, et le mot de regret serait trop faible pour exprimer mon sentiment touchant la conduite que nous avons tenue dans l'Inde avant la révolte. Elle a été singulièrement caractérisée par un de nos hommes d'Etat en ce pays, dans cette phrase hardie : « Nous avons marché comme des conquérants. » Je ne vois aucune

raison de douter de la véracité de cette assertion, et je n'en vois pas davantage à ne point reconnaître que les horreurs de l'explosion (qu'il faut distinguer de l'explosion elle-même) peuvent être précisément attribuées au long sentiment d'humiliation entretenu par ces fières allures de conquérants.

« Nous ne pouvons récolter que ce que nous  
» avons semé; la violence appelle la violence,  
» et même pis. »

Je déplore ces horreurs autant que qui que ce soit, bien que je sente profondément combien il est facile de les expliquer et de leur trouver des antécédents. Mais je réproouve bien plus encore, l'esprit de représailles et de ven-

geance qui s'est emparé de toute notre population, et qui est d'autant plus blessant qu'il contraste davantage avec nos mœurs et nos habitudes. Cette guerre des Indes m'apparaît donc sous un aspect hideux, sans aucune des excuses qui souvent légitiment la guerre. Ce qui me permet de rappeler ce vers du poète latin :

*Bella geri placuit nullos habitura triumphos.*

D'ailleurs, comme Anglais, je ne puis me dispenser d'apprécier les sentiments de la population anglaise, et je dois constater que bien qu'exprimant son opinion avec moins de force, la majeure partie de la nation condamne l'aveugle férocité que détermina chez nous la

première impression. Je ne fais donc que dévancer le jugement de l'avenir, en disant que le gouvernement anglais a mérité en cette occasion les plus graves reproches, soit qu'il ait sympathisé avec ces dispositions féroces, soit qu'il les ait tolérées comme utiles, soit qu'il n'ait pas eu le courage de les réprimer. Il a dégradé l'Angleterre par une semblable conduite ; et, malheureusement, ici comme dans d'autres occasions, il n'y a pas eu dissentiment entre le gouvernement et la nation. Le blâme qui revient au premier s'applique également à la seconde, car si elle avait eu, à cet égard, quelques principes de saine morale et qu'elle eût pris le courage de les formuler, les sentiments qui se sont fait jour n'auraient pas eu si longtemps la liberté de se répandre.

Il est légitime de demander justice des désordres qui ont été commis ; et on pourrait sans doute obtenir à cet égard une satisfaction convenable. Mais cela deviendra bien difficile, si le plan de n'accorder aucun quartier est adopté, et si les Cipayes tombent en défendant leur vie. Une telle politique se détruit elle-même. Mais si l'on préfère à une vengeance militaire le parti de la justice, que l'on suivrait avec toute la solennité voulue, alors il faut que le jugement soit impartial. Il faut que justice soit faite des Cipayes, mais qu'elle le soit aussi des Européens, civils ou militaires, qui se sont souillés par des excès. Nous souhaitons que cette justice soit indulgente et miséricordieuse pour tous. Mais si les préjugés des classes en possession de la domination sont trop forts pour per-

mettre ce dernier parti, s'ils sont partagés surtout par notre gouverneur général, il faut alors que la justice soit également inflexible. S'il n'y a nulle merci pour le Cipaye, qu'il n'y en ait aucune pour l'Européen coupable ! Ce ne sont pas seulement la femme et les enfants anglais qui doivent être vengés, mais aussi la femme et les enfants hindous. Ce ne sont pas seulement quelques ladies et quelques gentlemen blessés dans leur orgueil national ou dans leurs préjugés de race qui doivent obtenir satisfaction, mais ce sont les opprimés de toute nation et de tout rang qui doivent recevoir une réparation solennelle. Tel est le véritable aspect de la question, pour tous ceux qui sont capables de sentir les obligations morales, sans se laisser

aveugler par les présomptueuses suggestions de l'orgueil outragé.

Du reste, l'état de l'opinion s'est bien modifié chez nous. Dans le premier moment, on s'était laissé exalter à un point qu'une réflexion plus mûre ne pouvait sanctionner, et il a fallu reculer. La question une fois soulevée, nous avons péniblement senti la faiblesse de notre cause, et cette conviction s'est trahie par les efforts que l'on a faits pour produire, à l'appui de notre occupation de l'Inde, des raisons plus élevées que celles dont on s'était contenté jusqu'alors. Cependant j'avoue que le langage actuel, bien que semblant inspiré par des raisons meilleures, me révolte plus que l'ancien. Nous gardons l'Inde en vue d'intérêts po-



litiques et commerciaux ; nous l'avons exploitée comme une dépendance de haute valeur à ces deux points de vue. Voilà la stricte vérité. Maintenant que notre empire est près de sa chute, alléguer, pour le conserver, des motifs moraux et chrétiens qui n'ont jamais influencé précédemment notre politique, c'est tenir une conduite bien suspecte. Je crois que si un tel langage est sincère pour beaucoup de gens, il n'est employé qu'à titre d'expédient par beaucoup d'autres qui n'en ont jamais usé jusqu'à présent, et qui n'ont pas envie de s'en servir à l'avenir. Toutefois, lorsqu'il est sincère, j'apprécie toute sa valeur, bien que je sente avec regret que je ne puis rien attendre de ceux qui le tiennent. Cependant mes conclusions pourraient être adoptées par quelques-uns d'entre

eux, si, convaincus par les considérations intellectuelles, ils n'éprouvaient pas de répugnance morale. Mais leurs principes les éloignent de moi. Et je ne puis tirer de leur langage que cette importante conclusion, que pour eux comme pour moi les exigences de la morale doivent passer avant celles de la politique, et que ce n'est ni par orgueil ni pour l'honneur et la puissance de l'Angleterre, qu'ils veulent forcer l'Inde à la soumission, mais bien dans l'intérêt de ce pays lui-même ; cet intérêt suprême étant en même temps le devoir de l'Angleterre. Or, quand l'intérêt du plus faible est apprécié par le plus fort sous un aspect si conforme à sa puissance et à son orgueil ; quand le devoir du plus fort se confond à ce point avec les vues de son ambition ; s'il s'agit de particuliers, il est

de droit commun de recourir au jugement d'un tiers, afin que le plus fort ne se trouve pas en même temps juge et partie. Je crois que ce principe garde toute sa valeur, quand il s'agit de différents entre nations, et que rien ne peut mieux nous éclairer dans cette question.

Ceci m'amène naturellement au principal objet de mon travail, et je passe à l'énoncé de la politique que, selon moi, l'Angleterre doit se faire un devoir d'adopter envers l'Inde. Elle est très-simple ; elle consiste à nous retirer sitôt que nous aurons fait les dispositions nécessaires pour sauvegarder la vie et la propriété des Européens, et assurer, par un ensemble de mesures efficaces, l'indépendance et le bon gouvernement de ce pays.

Voilà l'énoncé le plus succinct de la solution que je propose. Je le mets ainsi en évidence, afin qu'il soit intelligible pour tous. La grande affaire, c'est notre retraite, le renoncement à notre domination. Quant aux moyens effectifs, ils ne sont pas de ma compétence. Mais, les mesures nécessaires pour assurer à l'empire que nous devons abandonner tous les avantages possibles, donnant lieu à des considérations très-importantes, je désire en dire quelques mots.

Il me paraît que, dans une semblable occurrence, nous ne devons pas agir isolément. Quoique nous n'en ayons jamais tenu compte, notre meilleur titre à la possession de l'Inde fut toujours d'y représenter la civilisation de

l'Occident, et d'être, par cela même, investis d'un caractère de protectorat. Réclamons-nous de ce titre au moment de notre retraite ; et obtenons, comme cela est facile, de toutes les grandes puissances européennes, que l'empire par nous abandonné ne soit considéré d'aucune d'elles comme un champ ouvert à leur ambition, et qu'aucune puissance étrangère au système européen ne puisse s'y arroger un droit auquel nous renonçons nous-mêmes.

Cela posé, il serait convenable, dans l'état actuel des choses, de nous associer quelques autres nations, pour fixer l'arrangement des relations entre l'Inde et l'Europe occidentale ; en comprenant dans celle-ci toutes les populations d'origine européenne, tant américaines

qu'australienne. Trois nations me semblent désignées à cet effet, comme ayant avec nous des établissements dans l'Inde : ce sont la France, le Portugal et le Danemark. Je voudrais y voir ajouter la Sardaigne, comme représentant la cinquième grande nationalité européenne, la nation italienne. Et comme ici, nous avons à traiter avec l'islamisme et le brahminisme, je voudrais faire appel au sultan de Turquie, chef actuel de l'islamisme, pour obtenir sa coopération à cette grande œuvre ; tandis que dans l'Inde même je choisirais quelque brahme éminent qui compléterait dignement la commission mixte ainsi formée.

Cette commission ne différerait pas, en principe, de celle qui a été instituée pour régler la

question des principautés danubiennes. Elle agirait de concert avec le gouvernement de l'Inde, et déterminerait les relations à établir entre elle et l'Occident. Elle pourrait aisément constituer le germe d'un protectorat européen ; et en s'autorisant de la conduite désintéressée de l'Angleterre, elle serait en mesure de faire accepter ses conseils aux différents gouvernements hindous. Ainsi, tous les intérêts seraient sauvegardés, et l'on donnerait une juste satisfaction, dans ce qu'elle a de vrai, à l'opinion qui représente la cause de l'Angleterre comme celle de la civilisation, et sa défaite, comme le signal d'une rétrogradation vers le désordre et la barbarie.

Quel que soit le jugement que l'on porte sur

---

le plan que je viens d'exposer, les points essentiels de cette politique légitime ne sauraient en être ébranlés. Je les résume : mettre fin à l'occupation anglaise; assurer l'indépendance de l'Inde; instituer de salutaires relations commerciales et morales entre l'Occident et l'Orient. Si je ne m'appesantis pas davantage sur l'établissement d'un protectorat, c'est à cause des susceptibilités nationales qu'une telle institution pourrait exciter, dans l'état actuel des choses.

La politique que je propose d'adopter, paraîtra sans doute effrayante : elle est cependant bien naturelle. Elle réunit tellement en sa faveur toutes les présomptions, que je pourrais me borner à laisser à mes adversaires le soin d'en



réfuter la rationalité, ou la tâche plus difficile encore de prouver que l'occupation des Indes est un devoir pour l'Angleterre. Mais on a mis en avant un argument, ou mieux, une proposition, que je dois relever d'abord, bien qu'elle diffère de toutes les autres par la forme plutôt que par le fond. L'évêque d'Oxford nous annonce hardiment que « Dieu nous ayant confié l'Inde pour la tenir en son nom, nous n'avons pas le droit d'y renoncer. » La réalité d'une telle mission ne peut être établie que par les faits historiques, mais certes ils ne sont point en sa faveur. Loin de là; et si je me plaçais pour un moment au point de vue théologique, qui est celui de mon illustre antagoniste, après un scrupuleux examen des procédés de notre conquête à son origine et dans ses envahisse-

ments successifs, je serais porté à supposer que nous tenons cette mission d'une puissance totalement différente ; et ces paroles se présentent naturellement à mon esprit : « Je vous donnerai toutes ces choses, si en vous prosternant devant moi vous m'adorez. »

Moins familier avec les desseins du ciel que notre évêque, moins présomptueux, mais peut-être aussi, moins politique, M. Gladstone ne peut entièrement passer sous silence cette question des voies d'acquisition. Mais il établit complaisamment que ce n'est point de cela qu'il s'agit. « Il ne s'agit pas, dit-il, de rechercher si notre occupation était ou non légitime, et si nos mains étaient pures ; mais tout est de savoir quelles obligations nous avons contractées en-

vers deux cents millions d'hommes environ qui subissent notre domination dans l'Inde, et envers Dieu qui veille sur eux et sur nous. Peut-être nous sommes-nous posés un peu témérairement et présomptueusement comme tuteurs, entre Dieu tout-puissant et deux cents millions de ses créatures ? Mais enfin c'est un devoir absolu pour nous que d'accomplir la tâche que nous avons assumée. »

D'abord, ce langage vient un peu tard ; car jamais, jusqu'à ce jour, ce devoir de tutelle n'a été proclamé, — cela est constant. Or si c'est à ce titre que nous occupons l'Inde, nous sommes solennellement tenus de la bien gouverner, et les obligations qu'entraîne un semblable devoir sont telles, lorsqu'on les com-

prend bien, que je crois fort que, s'il fallait les accomplir toutes, notre gouvernement et notre nation renonceraient volontiers à une possession exigeant une responsabilité si étendue et si compliquée. Loin de nous ingénieur à trouver des raisons pour conserver l'Inde, nous chercherions, au contraire, des motifs pour l'abandonner. Mais en la quittant, nous ne devons pas nous soustraire aux obligations solennelles qui reposent sur nous. Nous l'avons occupée avec témérité et présomption : nous ne devons l'abandonner que de sang-froid et avec une abnégation complète. Notre premier soin doit être le bien de ce pays. Agissons comme des hommes, et non comme des enfants en colère ; que la conscience de nos fautes ne nous en fasse pas commettre de plus grandes

encore. Comme un médecin inhabile, nous avons contrarié la marche de la nature et arrêté son action salutaire : il nous faudra les plus grands efforts d'habileté pour réparer cette erreur et en détourner les conséquences. Je ne saurais penser que le sentiment de leurs torts reste sans effet sur mes compatriotes. Je puis énergiquement blâmer la conduite du gouvernement et l'acquiescement que la nation a paru y donner, mais je ne voudrais pour rien déprécier ce peuple, et je suis persuadé qu'il écouterait tout appel fait à ses sentiments élevés. La nation qui a produit Milton, Cromwell et les soldats de Cromwell, comprendra toujours ce qu'il peut y avoir de noble, de grand et de désintéressé dans une action. Que ne puis-je la voir avec Milton *s'éveiller comme*

*l'homme fort après son sommeil !* Si, après ces deux siècles douloureux, nous pouvions entendre quelques échos de cette puissante voix, animée de tant de force pour exprimer ses nobles sentiments et pour servir d'organe à ceux de ses compatriotes, peut-être serions-nous illuminés d'un peu de cet enthousiasme qui se manifesta chez le poète par les plus éclatantes beautés, et chez l'homme d'État par les plus hautes actions!

Mais revenons à notre évêque et à notre politique. Il faut convenir que leur langage n'est, au fond, qu'une futilité solennelle; que leur commission divine, leur charge de gardiens d'âmes ne peuvent avoir de valeur qu'auprès de leurs amis et ne présentent pas une base

sérieuse d'argumentation. Ils déplacent la question du simple domaine de la politique et de la moralité humaines, pour la transporter dans des régions où elle devient complètement insoluble. Et il faut au moraliste, comme à l'homme d'État, un terrain plus accessible et des arguments plus réels que ceux proposés par ces messieurs. Qui pourra juger en dernier ressort si leur tutelle a véritablement la sanction de Dieu? Rien, je le répète, n'indique une telle mission, et sa concordance évidente avec nos désirs, nos sentiments et nos intérêts supposés, aurait dû nous faire rougir de la mettre en avant. Je n'en dirai pas plus sur ce sujet, car je souhaite surtout de n'irriter personne.

La politique que je conseille est la politique naturelle; il y a de tels arguments en sa faveur que je laisse à mes adversaires le soin de la réfuter, s'ils le peuvent. Développez seulement la carte du monde, et voyez la position relative des deux pays. Il y a là un des plus forts arguments qu'on puisse trouver contre leur union. Évaluez ensuite leurs populations respectives, leur différence de climat, de langue, de religion (1), de mœurs, de coutumes,

---

(1) J'emprunte au *Spectateur* du samedi 7 novembre, journal défavorable à mes opinions, le passage suivant :  
« Avec ces différences essentielles dans les sentiments, dans les idées et jusque dans le langage, comment serait-il possible aux deux races d'arriver à s'entendre? Nous pouvons difficilement apprécier la culpabilité morale de



et vous trouverez encore là des présomptions en ma faveur. Demandez-vous dans quelles conditions une conquête est justifiable et admissible, et vous verrez qu'aucune de ces conditions ne se trouve réalisée dans le cas présent. Que vous traitiez cette question au point de vue moral ou politique, je ne crains pas votre réponse. Supposez un instant, par un léger effort d'abstraction, que nous soyons encore au moment où les relations commerciales de l'Angleterre avec l'Inde se sont changées

---

nos adversaires, car leur éducation et leur religion approuvent leur fanatisme destructif, et justifient leur plus barbare conduite. A leurs yeux, le massacre des femmes et des enfants se trouve glorifié par une sanction religieuse. »

en relations politiques de conquête et d'occupation (ce retour vers le passé n'est guère difficile), quel serait alors votre jugement? Pensez-vous que le devoir, l'obligation morale de la Grande-Bretagne serait de s'emparer de cet immense empire?

Les premiers motifs de cette entreprise sont bien connus et n'exigent point un examen trop approfondi. Ils résultaient de notre rivalité avec la France et de notre désir d'agrandissement. Dans cette lutte entre les deux puissances occidentales, les intérêts des immenses populations indigènes ne furent pas un instant pris en considération, et ils ne l'ont pas été davantage depuis que l'issue de la lutte ayant donné gain de cause à l'Angleterre, notre conquête

s'est trouvée, par là, consommée. La vérité de cette proposition ne saurait être discutée.

L'Inde ne menaçait la civilisation occidentale, ni même orientale, d'aucun danger. Aucune armée envahissante n'était sortie de ce vaste pays pour conquérir les États voisins. L'histoire entière témoigne, au contraire, que, comme l'Italie moderne, l'Inde fut toujours victime plutôt que bourreau.

Enfin, il est impossible ici de mettre en avant les arguments dont on a étayé l'occupation de l'Amérique et de l'Australie par les nations plus policées. Il ne s'agit plus, en effet, d'une vaste étendue de pays à peine peuplée, dont les in-

digènes sont incapables d'exploiter les richesses méconnues.

En résumé, nous défions qui que ce soit de trouver un seul fait sur lequel on puisse fonder et appuyer la légitimité de l'occupation de l'Inde par une puissance occidentale. Le renversement de l'empire mogol avait, il est vrai, bouleversé les relations intérieures et donné lieu à la plus déplorable confusion ; mais ce motif ne saurait être regardé aujourd'hui comme valable. Toutes les nations de l'Europe moderne ont traversé de pareilles phases, et toutes ont également rejeté la pensée d'une intervention violente pour arrêter le cours naturel des révolutions. Cet état de trouble explique le succès de notre entreprise, mais ne le justifie pas. Ni

un mauvais gouvernement, ni un état continuel de guerre intestine n'autorise l'usurpation. Naples a un gouvernement proverbiallement défectueux, le Mexique est en révolution permanente, sans que nous nous croyons pour cela tenus d'y intervenir.

Je suis convaincu que tous les principes du droit international sont opposés à notre occupation, à moins que, modifiant légèrement ce que Heeren a dit de notre conduite à Ceylan, nous ne demandions s'il n'existe pas aux Indes un autre droit des gens que celui de l'Europe? Si l'on veut soutenir ouvertement qu'une telle différence existe, et que ce qui règle les relations des États indépendants en Europe n'est pas obligatoire aux Indes, alors qu'on dise aussi quels

sont les points essentiels de cette différence, et sur quelles bases elle repose. Est-ce sur la prétendue supériorité de la race européenne ou sur la barbarie comparative de la population hindoue ?

— Écoutez ce que dit Burke à ce sujet : « Cette multitude d'hommes ne consiste pas en une populace abjecte et barbare, encore moins en des hordes sauvages, comme les Guaranies et les Chiquitos, qui errent sur les bords incultes de l'Amazone et de la Plata ; mais en un peuple civilisé depuis des siècles, cultivant tous les arts de la vie policée à l'époque où nous errions encore dans les forêts. Ils ont eu (et les débris en subsistent encore) des princes pleins d'autorité, de dignité et d'opulence ; on rencontre chez eux des chefs de tribus et de nation. On y trouve un sacerdoce antique et vénérable, dé-

positaire des lois et des sciences, guide du peuple pendant la vie et sa consolation au moment de la mort ; une noblesse d'une grande célébrité, d'une haute antiquité ; un nombre infini de cités dont la population et le commerce n'est surpassé par aucune ville d'Europe ; des commerçants, des banquiers dont les capitaux ont jadis rivalisé avec la banque d'Angleterre, et dont le crédit a plus d'une fois rétabli un État ébranlé en sauvant son gouvernement au milieu de la guerre et de la désolation ; des millions de manufacturiers et d'artisans ingénieux ; des millions de laboureurs intelligents. On y trouve toutes les religions professées : le brahminisme, l'islamisme, le christianisme oriental et occidental. » — (Burke, Discours

sur le bill des Indes orientales, volume IV, page 18.)

Si au contraire les principes du droit international, fruits de l'expérience et de la raison, sont les mêmes en Orient qu'en Occident, sauf la différence de forme nécessitée par la diversité de mœurs, j'affirme en toute confiance qu'aucun homme d'Etat anglais ne pourra justifier notre occupation violente de l'Inde.

Cela est vrai, dira-t-on, mais la chose est faite, et sans chercher à la justifier, nous tâchons d'en tirer parti, sans nous occuper constamment à résoudre de tels problèmes. Je reconnais qu'il y a quelque chose de sérieux au



fond de ce langage. Mais alors il faudrait démontrer que tout ce que nous avons fait a été ratifié par le temps, et que les vaincus se sont complètement mêlés avec les conquérants (1),

---

(1) Je ne signalerais pas le discours de lord Shaftesbury ; mais il contient quelques matériaux précieux, et il a d'ailleurs un certain intérêt, comme manifeste du chef d'un parti religieux important. Je dois surtout exprimer le regret qu'un pareil discours ait été considéré comme spécialement anglais. J'emprunterai à l'orateur ce qu'il appelle « de solennelles et profondes paroles, » et l'on verra qu'elles apportent beaucoup de jour dans la question : « De tous les maux produits dans l'Inde par cet état de choses, le plus grand, le plus difficile à éviter, c'est le sentiment d'intense et terrible exécution que les Européens éprouvent pour les hommes de couleur. Il sera presque impossible de s'en faire de longtemps

ou sont au moins tout prêts de leur être incorporés ; il faudrait nous faire voir que si le sentiment d'intérêt commun n'a pas entièrement éteint le sentiment d'humiliation nationale, il tend du moins à le faire disparaître. Ou seulement on devrait nous donner l'espérance que cette union pourra s'opérer dans un avenir si éloigné qu'il puisse être ! Certes, voilà bien des concessions, et je place mes adversaires dans une situation on ne peut plus favorable. Néanmoins je ne les crains pas. On aurait encore pu

---

pour le bien de cette nation. Je maintiens qu'il sera absolument impossible d'élever leur position et de leur faire une situation convenable, tant est immense la haine que leur portent les Européens. »

soutenir une semblable thèse il y a quelques mois ; et alors un observateur superficiel aurait pu se laisser persuader que la puissance anglaise était toujours en voie d'accroissement dans l'Inde. Mais les événements actuels ont démontré à tout le monde, à ceux qui repoussent notre domination comme à ceux qui la soutiennent avec fanatisme, qu'une telle fusion est impossible. Un gouvernement despotique, appuyé sur le sabre, telle est la seule perspective qui reste aux Hindous, pendant de longues générations, s'ils succombent dans la lutte qu'ils viennent d'entreprendre. L'idée d'une domination militaire devrait répugner à tout véritable Anglais.

J'ai prié mes lecteurs de faire pendant quel-

ques instants abstraction du présent, et de se reporter au temps où les Anglais n'avaient fait aucune conquête dans l'Inde. Cette abstraction devient inutile aujourd'hui, car nous en arrivons au point de nous poser de nouveau cette question, qu'on s'efforce inutilement de résoudre depuis un siècle : Devons-nous conquérir l'Inde ? — Or à cette époque, les populations indigènes n'avaient pas encore goûté de la domination anglo-française, et l'intervention d'une puissance européenne pouvait être accueillie par elles. Mais aujourd'hui que notre domination, souillée par des excès de tous genres, est universellement reconnue comme incompatible avec l'indépendance d'une partie quelconque de la péninsule, les Indiens rejettent, à juste titre, ce qu'ils accueillirent alors,

et ils préféreraient actuellement tous les risques d'un gouvernement sans stabilité à la certitude du despotisme étranger.

Je mets donc au défi tous ceux qui soutiennent notre occupation dans l'Inde, de produire un seul principe capable de justifier notre établissement initial ; car ce principe devrait pouvoir légitimer envers un État européen quelconque, une conduite analogue à celle que nous avons tenue dans l'Hindostan. Si l'on refuse d'établir la discussion sur ce terrain, il faudra énumérer les motifs de ce refus.

Nous imposons à la Perse l'observation des traités, comme s'il s'agissait d'un État euro-

péen, notre égal. Nous exigeons de la Chine l'observation des formalités les plus scrupuleuses du droit international de l'Europe. La grande Péninsule, placée entre ces deux puissances, doit également faire partie de la communauté des nations, et elle devrait pouvoir nous forcer d'obéir à nos propres principes.

En résumé, nous avons mal agi en nous emparant de l'Inde ; nous n'avons rien fait pour racheter cette faute, et il ne nous reste qu'une alternative : restituer et réparer par tous les moyens en notre pouvoir le dommage que nous avons causé. Tel est l'ensemble de mes arguments. La première partie en est acceptée par le plus grand nombre de ceux qui ont traité ce sujet, mais la seconde est rejetée par une ma-

jurité aussi certaine. J'en juge du moins par ce qui a été produit sur cette question.

Je vais examiner un à un tous les motifs de ce rejet, et j'espère y répondre d'une manière convaincante ; je laisserai de côté, cependant, la raison par trop primitive de la supériorité de force, et la déclaration par trop immorale qui, sans appel et sans examen préalable, proclame que nous garderons l'Inde jusqu'à ce qu'une plus grande puissance que la nôtre nous l'ait enlevée. Il y a quatre motifs présentables dont on peut appuyer d'une manière plus ou moins plausible le maintien de notre domination ; ce sont les motifs relatifs au commerce, à la politique, à la civilisation et à la religion. — Les deux premiers m'offrent peu de difficulté. Je

n'ignore ni ne veut diminuer leur influence pratique ; mais puisqu'ils ont été abandonnés par les plus consciencieux de mes adversaires, il me paraît inutile de m'y arrêter. Il est généralement admis, par ceux auxquels je fais allusion, que l'intérêt de l'Angleterre n'est pas un motif suffisant pour maintenir l'Inde sous notre domination, si cet intérêt est égoïste, politiquement et commercialement.

Nos relations commerciales avec ce pays existaient avant la conquête, et continueraient après son abandon. Si elles avaient excité des sentiments défavorables à notre égard, nous aurions rencontré plus d'obstacles dans notre entreprise d'occupation. Et il n'y a pas la moindre probabilité que, si nous renoncions à



cette domination, de quelque manière que s'effectue la séparation ; la population indienne veuille se séquestrer et renoncer à tout commerce avec nous, ni avec aucune des autres nations occidentales. De deux choses l'une, ou nous serons expulsés, ou nous nous retirerons volontairement : si nous sommes chassés, il est peu à craindre qu'aucune autre nation soit tentée de reprendre notre part ; si nous nous éloignons librement, les Indiens seront bien convaincus qu'après une telle démarche, aucun peuple ne pourra moralement entreprendre quelque chose contre eux. Sans tenir compte des garanties qui pourraient résulter des traités, le fait aurait par lui-même une irrésistible puissance pour empêcher toute tentative contraire. Le commerce de l'Angleterre trouvera

autant d'avantages chez une nation indépendante, fût-elle hostile, que chez un peuple d'esclaves. Les États-Unis d'Amérique en sont un exemple.

Quant au point de vue politique, si l'on prétend que la possession de l'Inde est indispensable à notre puissance, essentielle à notre prestige, et que, dans l'intérêt de notre prépondérance internationale, nous ne pouvons y renoncer, il me sera encore facile de répondre à cet argument, que l'on a, du reste, déjà reconnu comme insuffisant. On peut dire que, loin de faire notre force, l'Inde est pour nous une source de faiblesse politique. Supposons que la révolte actuelle eût éclaté pendant que nous étions en guerre avec la Russie. Le fardeau

n'eût-il pas excédé nos forces ? Et même, en dehors d'une telle complication, il est évident que l'Angleterre ayant toutes ses forces militaires engagées dans une contrée aussi éloignée, doit moins peser dans les conseils de l'Europe. Non ! les colonies et les dépendances lointaines n'augmentent pas notre force : c'est là une vaine illusion ; elles sont une charge pour nos finances, et elles épuisent nos ressources militaires. L'Angleterre est puissante par elle-même : et plutôt malgré ses colonies, que par elles. Ce sont des ouvrages avancés qui nous gênent, et que nous devons abandonner pour concentrer notre action. Nous étions grands avant qu'aucun aventurier n'eût rêvé cette conquête de l'Inde. Nous serons plus grands encore, quand un gouvernement plein de force

aura donné à l'énergie nationale une direction salubre, et une plus noble impulsion.

La troisième raison alléguée, est l'intérêt de la civilisation. On prétend que délivrée de notre étreinte, l'Inde rétrogradera vers la barbarie et le désordre. Cette assertion ne me paraît pas d'un grand poids. Je ne suis pas très-versé dans la littérature et les antiquités religieuses de l'Inde, mais le peu que j'en sais me permet de fonder mon jugement historique sur une base solide. J'accepte pleinement ce que dit Burke dans le passage que j'ai cité plus haut. J'éprouve un profond respect pour cette antique théocratie, en présence de laquelle notre ordre social semble né d'hier. Je suis convaincu, qu'il serait insensé de hâter la décadence de cette vieille

société, et de lui imposer prématurément la civilisation progressive, mais encore anarchique, de notre Occident. Attendons patiemment que notre édifice social ait atteint quelques proportions harmoniques, pour le proposer comme modèle aux nations moins avancées. N'en doutons pas, dès que le monde occidental sera arrivé en possession d'une organisation rationnelle, il influera rapidement sur l'antique civilisation de l'Asie.

Alors même que la retraite de l'Angleterre devrait arrêter momentanément l'influence des idées européennes et des améliorations industrielles; quand l'établissement des chemins de fer et des télégraphes électriques devrait être suspendu dans l'Inde, j'applaudirais encore à

ce résultat. Les moyens de communication qui y existent aujourd'hui sont assez rapides et assez secrets; nous l'avons éprouvé à nos dépens. Les merveilles de l'industrie moderne tendent à décomposer toutes les conceptions mentales de ces peuples relativement arriérés; et ce résultat est tout à fait inopportun pour le temps actuel (1). Quelles que soient les croyances reli-

---

(1) J'emprunte encore une citation au discours de lord Shaftesbury. M. Kennedy, missionnaire à Bénarès, écrit ces remarquables paroles : « Quelle peut être la cause de toute cette frénésie déployée contre nous ? Certainement notre gouvernement les a cruellement opprimés. Mais ce n'est point là la raison alléguée par ce peuple. Ce que j'ai entendu dire à plusieurs, c'est que tout notre système, nos missions, nos écoles, nos che-

gieuses admises en ce pays, nous devons les laisser subsister, tant qu'elles sont capables de se maintenir. L'activité des hommes d'État et des philosophes peut amplement s'exercer ailleurs ; et il y a réellement quelque chose d'absurde dans la manière dont nous nous conduisons aux Indes à cet égard. Aucun gouvernement ne tient plus que le nôtre à l'ordre actuel ; aucun ne se pique davantage de se rattacher aux précédents, aucun n'est plus fier « de la lente expansion de la liberté. » Or ce même gouvernement procède à l'égard des vieilles théocraties in-

---

mins de fer, nos télégraphes électriques, etc., détruisent leur religion, et qu'ils ne peuvent plus supporter un tel état de choses. »

diennes, comme un bouillant organe révolutionnaire. En voyant les mêmes hommes, conservateurs en Angleterre, et subversifs aux Indes, on ne peut s'empêcher de penser, que l'égoïsme ne soit, dans les deux cas, leur véritable mobile.

Il faut sérieusement éviter toute illusion, sur cette question de civilisation. Les Espagnols jadis, forts de la supériorité de leurs croyances religieuses et de leur civilisation plus avancée, envahirent les empires du Mexique et du Pérou. Ils imposèrent, le fer à la main, leur christianisme et leur ordre social, pour satisfaire aux véritables motifs qui les animaient, la soif de l'or et l'amour de la domination. Aujourd'hui, l'opinion condamne unanimement leur conduite, et flétrit, non-seulement la cruauté et l'avarice



de ces conquérants, mais encore leur esprit de croisade, leur manque de respect et de sympathie pour les institutions des vaincus, et la destruction d'une civilisation intéressante, qui fait considérer avec mépris celle qu'ils y ont substituée. Qui pourrait dire que le jugement de l'avenir ne sera pas aussi sévère à notre égard, et que dans quelques siècles, nous ne serons point universellement condamnés pour avoir tenté d'imposer à l'Inde notre civilisation?

Nous voici arrivés à la quatrième raison, la question religieuse. Ici se résume tout ce qu'il peut y avoir de vraiment respectable dans les désirs des classes supérieures. Toutefois, bien que je respecte de tels sentiments, je ne puis y adhérer.

L'espérance de convertir l'Inde au christianisme n'a jamais influé, jusqu'ici, d'une manière bien notable sur notre politique. Des sociétés de missionnaires recrutent des hommes plus ou moins aptes à ce service. Mais tous ceux qui ont coopéré à ces missions peuvent affirmer, que leur résultat est tout à fait au-dessous des efforts tentés dans ce sens. L'énergie de notre nation n'est poussée dans cette direction par aucune impulsion spontanée. Or il y a peu de raisons pour croire que l'avenir vienne à démentir le passé. On pourrait sans doute faire un grand effort, mais il ne sera jamais que passager, faute d'être basé sur aucune conviction vraiment populaire. Le résultat final sera donc, comme toujours, que quand le moment de réfléchir et de peser sera venu, on reculera devant

une collision avec le système religieux des indigènes, Mahométans ou Hindous.

Le passé nous édifie pleinement sur le résultat obtenu par les missionnaires. Les nations chrétiennes de l'Occident sont, depuis un temps considérable, en rapport avec les populations orientales, commercialement ou politiquement. Les croyances chrétiennes leur ont été présentées par des agents catholiques et protestants, sous toute espèce de formes : comme mode de vie, comme système de culte, et comme doctrine religieuse. Sous aucune forme, par aucun organe, on n'a pu les y faire progresser ; et je me fais l'écho des observations et des convictions les plus compétentes, en affirmant que, l'acceptation du christianisme par les Indiens,

n'est présumable dans aucun temps que l'on puisse apprécier.

Je pourrais, à ce sujet, prendre une position négative; et, considérant notre pays à ce point de vue, dire avec Coleridge que nous devons regarder froidement toutes ces entreprises de missions; l'extension du christianisme devant être de bien peu d'importance, puisque son action chez nous est devenue si faible, et que son centre est si dépourvu de vigueur. En voyant ici l'inanité des convictions religieuses, il faut reconnaître que c'est une étrange illusion que de se croire capable, comme nation ou comme gouvernement (j'excepte le cas de zèle individuel, un homme se trouvant animé de l'esprit de saint Paul), de porter chez d'autres

peuples une religion et une morale si peu solides à nos yeux, et que nous voyons chaque jour attaquées par la presse actuelle.

Il y a aux Indes deux religions principales, le brahmanisme et le mahométisme. Toutes deux sont pleines de vie et nous laissent peu d'accès. Si, dans ses attaques contre le brahmanisme, notre missionnaire met en avant le côté philosophique du christianisme, l'esprit subtil du brahme accepte la lutte avec joie, et lui oppose une contre-philosophie. D'où, matière infinie à discussion, mais pas de résultat. Si au contraire, le missionnaire chrétien se borne à exposer historiquement sa religion, et à faire appel à la conscience, il s'épargne la douleur d'une défaite, mais l'effet produit reste nul;

car le système religieux de l'Inde ne laisse aucun besoin à satisfaire ; ce qui serait la première condition de succès pour une autre religion voulant s'y faire accepter. Ce n'est plus ici la lutte du christianisme avec le polythéisme gréco-romain, profondément ébranlé, d'abord par la culture philosophique, et par la souffrance morale des masses. Dans l'Inde, la constitution théocratique a encore toute la force que donne une association ancienne et héréditaire ; et, cette force, qui, dans le monde romain, ne fut détruite qu'au bout de quatre siècles et par l'envahissement des barbares, est un obstacle insurmontable pour le missionnaire, et qui fait désespérer du succès de son entreprise.

Quant au second système religieux avec lequel nous sommes en contact aux Indes, je n'ai que quelques mots à en dire. L'arrêt de l'histoire est, sur ce point, définitif et irrécusable : le christianisme n'a pu faire aucune impression sur le mahométisme, et il y a même renoncé. Les deux monothéismes se sont rencontrés au moyen âge, et l'issue de la lutte est assez connue. Le catholicisme grec succomba; et tout ce que le catholicisme romain put faire fut de soutenir une guerre défensive. Aujourd'hui, chacune de ces croyances se prétend en possession exclusive de la vérité; chacune d'elles est réciproquement rejetée par une partie de l'espèce humaine, et toutes deux subsistent à côté l'une de l'autre, comme pour témoigner de l'exagération de leurs prétentions mutuelles.

Si le but que l'on se propose est de répandre la religion et la civilisation, il n'y a que trois manières efficaces de l'atteindre. On peut les propager en chassant et exterminant toutes les populations fermement attachées aux croyances et aux mœurs que l'on désire remplacer; mais cette méthode est inapplicable au cas qui nous occupe. On peut encore procéder par assimilation graduelle et incorporation des peuples conquis; tel fut le système de l'ancienne Rome. Mais, à cette époque même, il ne réussit que pour la partie occidentale de la domination romaine, et il échoua dans l'Orient. Ce serait donc rêver que de vouloir l'appliquer aujourd'hui aux Indes. La troisième méthode est celle de la persuasion; mais elle doit, pour être efficace, rester pure de toute contrainte. Si on



la combine avec la conquête , on peut être assuré de l'insuccès, d'après la réaction violente qu'elle ne manquerait pas de provoquer. Telle est la seule voie qui nous reste , si nous persistons à vouloir garder ce pays.

Malgré l'importance de toutes ces considérations, je ne puis y insister davantage , ayant à dire des choses que je ne puis taire , quoiqu'il doive m'en coûter. Je rejette donc les prétextes ci-dessus examinés, ainsi que l'obligation sennelle que l'on veut nous imposer, en tant qu'Église , de christianiser les Indes. Pour de nombreux motifs politiques, et par l'inutilité des efforts tentés dans ce sens, on ne peut adopter un semblable projet. Mais je soutiens en outre que, loin d'être un bonheur, ce serait un préju-

dice immense, pour les Hindous, que d'adopter le christianisme. Dans tout l'Occident, la foi chrétienne se meurt, surtout comme croyance publique ; car la foi individuelle existe encore pour beaucoup de gens qui pratiquent le culte. Mais l'influence de ce système sur les sentiments, les pensées et les actions des masses n'existe plus. Jadis le catholicisme fut le lien des nations et les tint unies sous sa bannière ; mais il est loin actuellement d'en être encore ainsi. Il a été ruiné par sa propre faiblesse, sans qu'aucune cause extérieure ait provoqué ce déclin, sans qu'aucune autre forme de catholicisme ait surgi pour le remplacer. Sous une forme quelconque, ce culte est désormais profondément incapable d'agir comme moteur de la vie individuelle ou sociale, et surtout de

remplir le but de toute vraie religion. Le catholicisme a rendu les plus grands services dans le passé, mais il n'est plus qu'à l'état de souvenir. Loin de moi cependant la pensée de le déprécier, car je reconnais qu'il pourra encore influencer sur bien des individualités, jusqu'à ce que la nouvelle doctrine, qui doit le remplacer, soit entièrement acceptée.

Puisque le christianisme n'a plus ma foi, et que je ne puis le regarder comme le guide de la conduite privée, ou comme le régulateur de la vie publique, dès lors je dois repousser avec force toute tentative faite pour l'imposer à d'autres nations et pour le propager, même par voie de persuasion, chez des peuples où il existe une organisation religieuse différente.

Dans de telles conditions, je le considère comme pouvant occasionner plus de mal que de bien et devenir un instrument de désordre et de rétrogradation, plutôt qu'un moyen d'ordre et de progrès.

Laissons le système brahmique suivre son cours naturel. Nous pourrions, de cette manière, épargner, aux populations qui s'abritent encore dans son sein et qui restent attachées à ses cérémonies (sans approfondir sa doctrine), la phase religieuse que représente aujourd'hui le christianisme. Nous pourrions alors espérer que, sans partager l'agitation qui accompagne l'évolution religieuse de l'Occident, les peuples de l'Inde accepteraient un jour la nouvelle foi, qui viendrait s'offrir à eux pure de tous les

souvenirs d'abjection et d'esclavage qui terminent à leurs yeux le christianisme.

J'ai examiné l'une après l'autre chacune des bases sur lesquelles les partisans de notre domination aux Indes s'efforcent d'asseoir leurs prétentions. Prise isolément, chacune d'elles se trouve insuffisante ; et je ne pense pas que leur réunion puisse suppléer à leur inanité respective. Il y a cependant un point de vue que je n'ai pas encore examiné. On accorde que l'origine de notre occupation est illégitime, on ne cherche point à justifier les mesures gouvernementales qui l'ont suivie, et l'on regarde comme douteuse la persistance de notre domination. Mais on prétend qu'en abandonnant l'Inde, nous la laisserons se replonger dans l'état de boulever-

serment en tant que...  
lors, elle souffrirait...  
notre pouvoir. Ce...  
leur, et je...  
de justifier le...  
de notre...  
du dernier...  
la limite de...  
partout...  
quelle...  
quelle...  
tout le...  
même...  
à...  
je...  
me...  
me...



décision, et à vouloir régler notre conduite future sur des éventualités incertaines. Depuis un siècle que les Indiens sont en contact avec nous, ils ont beaucoup appris ; et nous pourrions, en nous retirant, les aider dans les difficultés du moment, et diminuer les maux qui résulteraient pour eux d'un pareil changement. Mais nous ne pouvons poser en principe que nous envahirons chaque fois que surgira un mauvais gouvernement. Ils sont nombreux les cas dans lesquels nous nous sommes abstenus d'une pareille intervention.

En réalité, le principal obstacle à l'abandon de l'Inde résulte de l'opinion mal établie des avantages que l'on croit attachés à sa possession, ainsi que du sentiment d'orgueil national

qui nous empêche de reconnaître un insuccès. Quoi ! après un siècle , se retirer et confesser que l'on a mal agi en s'emparant de l'Inde, et que cette malencontreuse conquête portait en elle-même des germes inévitables de destruction. Ce serait, il est vrai, un étrange renversement de l'opinion que nous en avons eue jusqu'à ce jour. Nous nous sommes cependant soumis (et même avec satisfaction), à l'insuccès que nous avons eu en Irlande. Un million cinq cent mille Irlandais sont morts de faim, par la faute évidente d'un gouvernement imprévoyant. La plupart des survivants abandonnent la patrie, comme le constatent les journaux populaires , notamment l'*Exode irlandaise*. Mais l'Irlande est tranquille, et ce résultat fait oublier les moyens que l'on a employés pour l'obtenir.



J'ai de l'ambition pour mon pays; mais non pas une ambition vulgaire. Sa politique l'a placé au premier rang dans les conflits d'intérêts; il a été entraîné bien loin dans la voie des attaques, et ses succès l'y ont souvent rendu oppressif. Je voudrais maintenant le voir accepter une plus noble politique et entrer le premier dans la voie du repentir, de la réparation et de la modération désintéressée. On nous représente comme glorieuse cette conquête des Indes : elle ne répand cependant sur nos armes et sur nos conseils qu'un éclat bien douteux. Et lorsque, tôt ou tard, l'Inde nous aura été ravie, sa possession ne paraîtra que comme un bien faible épisode de notre histoire. Je passe sous silence la triste célébrité d'hommes tels que Clive et Warren Hastings, et je ne considère

que les meilleurs types de nos généraux victorieux. Leur gloire ne saurait être durable ; car pour le soldat la cause fait tout ; et notre armée n'est, aux Indes, que l'instrument de l'asservissement d'une nation malheureuse (1). Des

---

(1) Notre position, en ce pays, me rappelle le jugement de Napier sur la situation des Français en Espagne : « Dans un langage étranger, il (J. Bonaparte) exige qu'une race d'hommes ardents et superbes accepte un gouvernement qu'elle ne comprend pas. Ses espérances de succès reposent sur les armes d'un frère ; ses prétentions sont fondées sur le consentement d'un monarque imbécile et sur la lâcheté de quelques nobles pusillanimes, au mépris des droits de plusieurs millions d'hommes, armés pour s'opposer à lui. Voilà ce qu'il y a d'impie dans son entreprise, ce qui rend son gouvernement odieux, ce qui pousse tout noble cœur à repousser la souillure de

actions d'éclat signaleront peut-être cette guerre, mais elle est en elle-même blâmable. Le sort des hommes d'État, aux Indes, n'est pas plus honorable que celui des guerriers. Nous en avons vu de remarquables par leurs vertus et leurs talents, lutter contre leur déplorable mission. Plus ils étaient éminents, plus ils avaient la conviction de l'inanité de leurs efforts, plus ils sentaient qu'ils ne pouvaient que pallier le mal, sans pouvoir aborder la noble tâche de contribuer d'une manière durable au bien-être et au bonheur de leurs sujets. Il est glorieux pour ces hommes d'avoir accompli leur devoir,

---

son contact. » — *Napier*, Pen. War, vol. I, page 10. — Nous devons sympathiser avec les Espagnols résistant à Bonaparte.

bien qu'ils ne se fissent point illusion sur le résultat. Mais à l'hommage qu'ils méritent, se mêle comme un sentiment de pitié. L'Inde n'offre donc une gloire légitime, ni à l'homme d'État, ni au guerrier.

Et quant au pays qu'ils servent, l'Angleterre, la seule gloire réelle qu'elle puisse recueillir aux Indes, est celle que lui vaudrait la restitution de sa conquête : il ne tient qu'à elle de l'acquérir. Hélas ! je sens, en écrivant ces lignes, que le moment est passé pour une si noble démarche, et que l'Angleterre est destinée à être honteusement expulsée, ou à recommencer ce qu'elle a fait. Dans ce cas, ce qui lui serait le plus funeste, ce serait de réussir.

Jusqu'ici j'ai développé une politique étrangère aux idées et aux sentiments des classes supérieures de l'Angleterre. Je suis comparativement seul, mais j'ai la ferme conviction que beaucoup d'Anglais peuvent être ébranlés par mes opinions et sympathiser avec moi, au moins intellectuellement, sinon complètement. Je crois que ces opinions seront partagées par la majorité des penseurs européens, qu'elles se trouvent d'accord avec les sentiments généraux de moralité qui sont répandus dans les masses, et qu'elles sont conformes aux conclusions du chef-d'œuvre de la philosophie politique. Je n'espère pas cependant de voir les principes que je viens d'exposer, être adoptés de sitôt par mon pays ou par mon siècle; mais j'ai l'intime confiance qu'elles prévaudront dans l'avenir.

C'est pourquoi, dans les pages suivantes, je m'adresse à deux classes, parmi lesquelles j'ai l'espérance de les voir plutôt pénétrer : ce sont les femmes et les prolétaires anglais. S'ils me font défaut, mes convictions n'en seront pas ébranlées, car ce sont bien elles qui m'ont donné le courage, comme serviteur avoué de l'humanité, d'élever la voix contre l'occupation prolongée de l'Inde par l'Angleterre. Je me suis élevé en faveur d'un grand peuple, jusqu'alors injustement opprimé, et qui combat aujourd'hui pour son affranchissement ; en cela, j'ai ouvertement défendu ce que je considère comme la raison et la justice, contre l'erreur et l'égoïsme.



**SECONDE PARTIE**





## SECONDE PARTIE



### PREMIÈRE SECTION

On admet assez généralement que les femmes n'ont point à s'occuper de politique ; et cette opinion est juste à un certain degré. Car, si l'on entend par politique, les détails du gouverne-

ment, la lutte des partis, et les questions plus ou moins ignobles d'ambition personnelle, certes les femmes ne sauraient trop s'abstenir. Mais il est un aspect, en politique, qui ne doit pas les éloigner. Elles sont parfaitement compétentes dans les questions générales et leur jugement peut y être des plus précieux. A mesure que la politique, prenant sa véritable place, et se subordonnant de plus en plus à la morale, laissera les hautes considérations de celle-ci prévaloir sur les siennes propres, l'intervention féminine acquerra plus de valeur, et l'on reconnaîtra qu'elle est de plus en plus désirable et nécessaire. C'est aux femmes à juger de la portée de leur influence, et des moyens les plus convenables pour la répandre parmi ceux avec qui elles sont en contact. Dans toutes les

relations de la vie, elles ont, comme mères, comme épouses, comme sœurs et comme filles, de fréquentes occasions d'exercer une action modératrice sur les jugements plus égoïstes et plus froids de leurs fils, de leurs époux, de leurs frères et de leurs pères. Il est bien temps que ce pouvoir modérateur surgisse.

C'est pourquoi je dis aux femmes d'Angleterre : Cette question est une de celles où vous devez faire entendre votre voix. Écartez les sophismes de l'intérêt et de la passion, et faites appel à de plus nobles sentiments. Vous écoutez avec horreur le récit des outrages. Vous consentiriez, quoiqu'en fermant les yeux, à ce qu'on infligeât un juste châtiment. Mais vous ne sauriez vous associer au cri de vengeance ! Vous

devez le réprover énergiquement. Vous devez vous détourner avec dégoût de ceux qui font appel aux sentiments de haine, et combattre les efforts qu'ils tentent pour persuader à l'Angleterre qu'elle ne peut réparer les outrages qu'elle a reçus, qu'en violant elle-même les plus saintes lois de l'humanité.

Quant à l'Inde, sans aborder la question d'intérêt, vous devez apprécier ce que la justice réclame. Ne vous occupez nullement du point de vue statistique, administratif et commercial. Portez le débat au tribunal de votre conscience, et maintenez-le en face de vos principes de moralité. N'écoutez pas ceux qui pient votre compétence dans ces justes limites. Les questions de morale vous appartiennent plus qu'à nous

encore, en vertu de votre supériorité affective. Demandez, et ne vous contentez pas de réponses évasives, demandez à quel titre l'Angleterre possède l'Inde? Est-ce la force ou le droit qui la lui a donnée? Est-il de notre devoir de la garder? Est-ce d'après le consentement de son peuple que nous persistons à vouloir la gouverner, ou seulement en vertu du jugement que nous portons nous-mêmes sur nos propres prétentions? Plus sensibles que nous aux souffrances morales, et admettant moins que nous la compensation que peuvent offrir les avantages matériels, vous pouvez mieux juger de la répugnance des populations indiennes pour la domination étrangère, bien qu'elle ait pu leur être avantageuse sous quelques rapports. Plus sympathiques que nous, vous apprécierez davan-

tage la vie domestique de l'Hindou; et ses instincts religieux les plus obscurs n'exciteront pas votre dédain. Vous pourrez être touchées par la beauté d'une idée, bien qu'elle soit cachée sous une forme barbare. Jusque dans la *Suttée*, vous saurez reconnaître, bien que perverti dans son mode d'expression, l'admirable sentiment qui veut faire triompher l'union conjugale de la mort elle-même.

Si l'on allègue devant vous l'intérêt de la civilisation, appréciez à sa juste valeur notre état social, matériel et mécanique, négligeant tout élément spirituel et moral. Et quand vous l'aurez estimé ce qu'il vaut, vous comprendrez aisément ce qui m'empêche de désirer son extension. Vous saurez apprécier aussi, en songeant

aux liens si chers de la famille, combien il était indispensable d'agir avec douceur, en traitant ces rapports chez les autres. Vous ne pourrez alors, vous empêcher de blâmer l'importation violente de nos mœurs occidentales dans l'Inde.

Si l'on vous objecte l'intérêt du christianisme, je ne vous demande point d'abandonner vos convictions ni d'adopter les miennes. Au contraire, je vous adjure d'évoquer en vous le plus pur idéal de la foi que vous chérissez, et dans laquelle vous vivez. Donnez-lui toute sa plénitude, toute sa vigueur, et à ce suprême degré d'exaltation, placez en regard la domination anglaise dans l'Inde, son origine, son histoire, ses effets dans le passé et pour le présent, ses conséquences probables envers l'avenir. De-



mandez-vous alors s'il est de l'intérêt de cette foi de s'offrir à ces peuples avec un semblable cortège, et s'il ne vaudrait pas mieux qu'elle vint, comme autrefois, sans appui temporel et dégagée de toute convoitise matérielle? Je ne crains point votre réponse.

Enfin, si le christianisme, qui sert d'excuse à notre domination, avait perdu son empire sur vous, ne restez pas sans foi religieuse. Reconnaissez-en la nécessité, et sachez apprécier les titres d'une doctrine qui apporte une entière satisfaction aux meilleurs sentiments de la femme; qui, sans rien exagérer, l'élève au premier rang, d'après sa nature et son influence morale; qui, s'élevant au-dessus des maux et du désordre produits par la longue dissolution

de l'ordre ancien, rappelle nos souvenirs vers le pur et gracieux idéal de nos ancêtres chevaleresques ; qui peut assouvir votre amour du beau par une éminente culture esthétique ; qui saura répondre aux besoins de votre intelligence par une éducation aussi complète, quoique moins approfondie, que celle du plus puissant philosophe ; qui satisfera tous vos sentiments moraux de justice et d'ordre social ; qui cultivera et développera vos aspirations religieuses, et vous offrira des moyens d'expression bien plus étendus que le plus fastueux rituel du catholicisme.

## DEUXIÈME SECTION

Ce second appel s'adresse aux prolétaires anglais. Leur compétence politique est plus généralement admise que celle des femmes, quoiqu'il soit assez difficile de fixer les limites dans lesquelles leur influence doit s'exercer. Sans avoir

la prétention de déterminer ces bornes, il me semble cependant que, dans un ordre politique bien établi, ils doivent, sans s'immiscer dans les détails, exercer leur jugement sur les principes généraux du gouvernement, sur son esprit et ses tendances. Aussi, cette question de l'Inde, qui entraîne la modification de toute la conduite politique de l'Angleterre, est-elle spécialement de leur ressort, et il serait essentiel que leur influence s'y fit sentir. Personne n'y est plus intéressé qu'eux-mêmes ; personne ne peut mieux envisager la question sous tous ses aspects, soit sous le rapport des conditions politiques, soit dans l'intérêt de l'Inde ou de l'Angleterre. Enfin, nul, j'ose le dire, n'est plus capable de sentir et d'apprécier les considérations morales. C'est la seule classe de mes con-

citoyens à laquelle je puisse en appeler avec espoir d'un succès immédiat. Je ne sais s'ils me comprendront, mais ils constituent mon appui normal. Celui qui, en dehors de toute tendance révolutionnaire, vient réclamer la réorganisation de la société, doit naturellement jeter ses regards et fonder son espérance sur ceux qui, courbés sous le poids des imperfections actuelles, aspirent naturellement à les voir corriger. Et même plus tard, quand la transition actuelle sera accomplie, et que l'humanité sera entrée dans sa voie définitive, c'est encore entre les philosophes et les prolétaires que devra exister la plus intime alliance politique et la plus parfaite sympathie morale, pour assurer la régularité des fonctions sociales. Tels sont les motifs

qui m'engagent à faire cet appel aux travailleurs anglais.

Proletaires, le problème est double. C'est la question indienne qui est posée, mais c'est aussi la question anglaise. Les intérêts des deux pays sont les mêmes : nous les considérerons successivement si vous le voulez, mais nous ne pouvons les séparer. L'Inde d'abord, puis l'Angleterre. Vous demandez, sans obtenir de réponse, quels sont nos droits sur ce pays, comment il peut dépendre de nous? Nous pouvons y commercer et même y prêcher, si notre foi nous y pousse, mais pourquoi le conquérir et le gouverner? Vous, qui n'êtes pas éblouis par ce qui aveugle tant d'autres, vous qui n'avez aux Indes ni intérêts, ni relations, qui ne tirez aucun

avantage de sa possession, vous pouvez à juste titre apporter dans cette question le strict jugement moral de l'homme désintéressé. Et votre sentence ne saurait approuver notre maintien à main armée. En faisant justice des arguments dont on se sert, vous refuserez de croire que la masse de la nation hindoue puisse désirer notre domination (1). Vous comparerez cette asser-

---

(1) Je cite encore lord Shaftesbury ; il demande : Si l'on a trouvé dans un cas quelconque le moindre vestige d'un soulèvement national ? Tout le pays, dit-il, a été, à peu d'exceptions près, parfaitement tranquille. La plupart des villages ont assisté les troupes royales et combattu les insurgés. Toutes les fois que le fait contraire s'est produit, on peut l'attribuer à ces hordes sauvages et à ces brigands sans lois qu'on trouvera toujours, dans le

tion avec celles que vous entendez émettre chaque jour sur l'état de vos propres sentiments. Nul ne sait mieux que vous la différence qui existe entre l'approbation et la soumission ; et s'il est vrai que les hommes peuvent supporter de grandes souffrances, afin d'en éviter de plus grandes encore, cette résignation ne prouve

---

continent indien, errants de village en village. Mais ces villages eux-mêmes, dans aucune occasion, ne se sont insurgés contre le pouvoir britannique ; au contraire, ils ont reconnu que leur sécurité consistait dans la permanente et vigoureuse domination de Sa Majesté. — Si l'assertion du noble lord est véridique, que signifie la proposition du *Times*, que je reçois par le même journal (le *Spectateur* du 7 novembre) : « Que les districts rebelles payent au moins les frais de leur pacification. »



nullement qu'ils ne perçoivent pas la douleur. Vous savez jusqu'à quel point vos sentiments sont mal interprétés et vos intérêts mis en oubli par ceux qui vous gouvernent ; eh bien, est-il probable qu'ils s'efforcent de mieux comprendre les besoins des populations de l'Inde, si éloignées, et si étrangères à notre civilisation ? Vous avez demandé satisfaction pour vous-mêmes ; vous sympathisez avec les Hongrois et les Italiens qui réclament pour eux aussi indépendance et justice ; il ne vous faut qu'étendre ces sentiments aux pauvres Hindous qui luttent pour la même objet. Vous pouvez désirer que justice soit faite d'une soldatesque en révolte ; mais vous ne pouvez consentir à ce qu'on immole indistinctement l'innocent et le coupable, pour satisfaire à l'orgueil et à la vengeance de

l'Angleterre. Appelez donc la justice, mais aussi la miséricorde! qui mieux que vous pourrait apprécier combien la provocation a été grande? si elle ne peut excuser les crimes commis, elle explique du moins cet état d'indignation qui s'est traduit par des outrages chez ces natures ardentes. Pour savoir quelle a été la conduite des Anglais aux Indes, jetez les yeux sur votre aristocratie territoriale ou industrielle, sur vos classes moyennes; considérez la dure indifférence des uns, la hautaine négligence des autres; voyez-les poursuivre la satisfaction effrénée de leurs goûts et de leurs penchants, étaler cette richesse et ce luxe fastueux qui contrastent si cruellement avec votre dénûment et vos souffrances. Cependant, ce sont des compatriotes qui agissent ainsi; ils ne sont pas sans avoir



avec vous quelques sentiments communs, quelques points de contact sympathiques. Supposez un instant qu'ils soient d'une autre race, qu'ils aient un autre langage, une religion différente; ajoutez à leur arrogance l'orgueil des conquérants, et vous aurez la mesure de ce qu'ont dû souffrir les Indiens, Mahométans ou Hindous; et vous pourrez comprendre, quelle ardeur de vengeance a dû les animer, et à quels excès elle a pu les pousser.

Après avoir considéré à ce point de vue la révolte actuelle, vous n'éprouverez aucune difficulté à juger la question sous un aspect plus général. Vous qui connaissez l'oppression, vous sentirez combien la négligence et l'injustice peuvent envenimer la haine qu'elle excite. Vous

sympathiserez avec les Hindous : vous comprendrez que si l'impôt pèse lourdement sur la population, alors même qu'il est destiné à soutenir un gouvernement national, il devient bien plus lourd encore, lorsque le tribut payé avec tant de répugnance se trouve mal employé, dissipé, et ne sert en définitive qu'à solder les dividendes d'une compagnie de marchands oppresseurs. Au onzième siècle, l'Angleterre fut conquise par les Normands ; aucune différence de race, ni de religion ne séparait les deux populations ; et cependant, la lente progression des siècles et l'intime mélange des deux races n'a pu effacer qu'imparfaitement les maux de la conquête. La difficulté aurait été bien plus grande si aucune fusion n'eût été possible, et que la conquête normande se fût bornée à une

occupation permanente, sans aucun mélange avec le peuple vaincu. Toutes ces raisons font que j'en appelle à vous sans crainte, certain que votre jugement sera conforme au simple bon sens anglais, et aux sentiments d'humanité. De même que vous vous soulèveriez comme un seul homme pour repousser l'invasion étrangère, de même, vous devez n'avoir qu'une seule voix pour empêcher votre pays d'être oppresseur envers d'autres nations.

Maintenant, si, revenant à l'Angleterre, nous nous demandons comment cette question indienne peut influer sur le bien-être de la majorité de la nation, je vous rappellerai que vous devez prévoir, d'après l'expérience du passé, que ce n'est point celui sur qui portera le far-

deau qui recueillera le prix de la journée. On parle beaucoup de progrès dans le bien-être des masses ; mais vous savez ce que vaut, en réalité, un pareil langage. A mesure que la grandeur et la puissance de l'Angleterre se sont accrues, à mesure que votre nombre, vos travaux ont augmenté, vous avez vu décroître votre influence et votre action politiques, en même temps que vos souffrances physiques et morales s'étendaient chaque jour. Vous êtes la seule classe qui puisse assez éprouver le sentiment de l'urgente nécessité d'une réorganisation sociale, et vous voyez de plus en plus que la politique du gouvernement, loin de prendre vos besoins en considération, consiste à ajourner indéfiniment toute amélioration, en s'effor-

çant de détourner au dehors l'énergie populaire.

Considérez la conduite présente et passée de vos gouvernants, leur accord dans la crise actuelle, et le zèle avec lequel ils cherchent à vous endoctriner sur cette question de l'Inde. Leur instinct ne les trompe pas : elle est effectivement la clef de voûte du système politique existant. Ils le savent bien, et vous ne pouvez mieux les attaquer que sur ce point, où ils sont aussi incompétents qu'en ce qui concerne la grande question intérieure, consistant à vous incorporer dans l'ordre social en satisfaisant à vos exigences légitimes, et tout en s'assurant de votre concours.

Posez résolûment votre *veto* à ces hommes incapables, et empêchez-les d'aller plus avant. Encore plus de pouvoir et de domination, encore plus de commerce et d'action extérieure, voilà leur cri ; que le vôtre soit : un meilleur emploi du pouvoir, une domination moins dispersée, mais mieux exercée, un commerce moins étendu, mais plus moral ; un peu moins d'action extérieure et plus d'attention à ce qui se passe chez nous. Je ne veux pas me servir du langage révolutionnaire : je l'employai jadis, mais il n'est plus le mien depuis que je défends l'ordre comme étant la base du progrès ; mes idées n'ont donc rien de subversif. C'est dans l'intérêt de cet ordre qu'ils font profession de respecter tout comme moi, et que cependant ils compromettent chaque jour par leur conduite,



que je dois parler librement de notre classe gouvernante. Les vérités que j'ai à dire ne sont pas seulement critiques, on doit les regarder comme des avertissements consciencieux. Je considère les classes dirigeantes comme complètement démoralisées par une fausse politique, et perverties par un trop long abus du pouvoir. Vous devez les rappeler à un meilleur esprit, et exercer envers eux votre influence morale. Il est temps de montrer combien votre jugement diffère du leur, et vous devez leur imposer un changement complet de politique. Qu'ils concentrent sur la question sociale l'énergie qu'ils dissipent en déshonorantes querelles avec la Chine, ou en mauvaise administration aux Indes. La manifestation opportune de votre opinion, et l'énergique emploi de votre influence

pourront peut-être dissiper l'orage qui nous menace, et en assurant un progrès suffisant à l'intérieur, éviter ces violentes interruptions de l'ordre, si funestes à tous.

Passons à d'autres considérations également importantes. Votre gouvernement se propose de maintenir désormais les Indiens dans la soumission, au moyen de troupes européennes. On assure que soixante-dix mille hommes suffiront pour obtenir ce résultat. Je crois que ce chiffre est trop faible; mais en l'acceptant comme suffisant, comment se le procurer? Nos hommes d'Etat sentent bien cette difficulté, et pour la résoudre, ils essayent de nous accoutumer graduellement à l'idée de devenir une nation militaire. Rien ne peut donner une plus

triste opinion de leur capacité ; et votre rigoureux bon sens rejettera ce projet insensé. Instruits par l'expérience, vous repoussez la guerre, et vous commencez à sentir, comme toutes les autres nations de l'Europe, que la paix est la première condition de tout espoir rationnel d'amélioration sociale. Dans notre siècle industriel, un gouvernement qui cherche à développer les tendances militaires devient une anomalie dégradante.

Mais admettons que soixante-dix mille hommes suffisent pour réduire l'Inde ? A quel titre irons-nous sacrifier un si grand nombre d'hommes, exposer tant d'existences précieuses au meurtrier climat d'Orient et à toutes les chances désastreuses d'une insurrection permanente ?

Quoi ! les soldats anglais rempliraient aux Indes le rôle des soldats autrichiens en Italie ; ils deviendraient les ministres détestés de la tyrannie étrangère ! Qu'est-ce qu'un peu plus de bien-être, qu'une solde plus élevée dans de semblables conditions ? D'aussi viles considérations ne peuvent avoir de poids qu'auprès d'une soldatesque démoralisée, et il n'en saurait être ainsi, puisque l'armée se recrute dans vos rangs. Votre coalition, si puissante dans d'autres cas, doit se manifester ici par une solennelle, mais paisible désapprobation, envers tous ceux qui contracteraient cet engagement militaire. Vous pouvez ainsi arrêter le recrutement.

Et qui payera cet armement ? Ce ne sera pas l'Inde assurément : ses finances sont actuelle-

ment insuffisantes, et dans l'avenir, on ne peut supposer qu'elles deviennent assez considérables pour subvenir à une telle charge, si nous nous arrogions le droit de faire payer aux vaincus leur défaite. Ce sera sur vous encore que retombera cet énorme fardeau, et il vous faudra dépasser cette faible barrière qui sépare l'aisance de la misère, et qui représente tout ce que vous pouvez espérer de meilleur. Vous convient-il d'être ainsi exploités?

Il faut donc faire connaître vos sentiments par tous les moyens légitimes. Il faut qu'on sache que vous souhaitez de voir l'Angleterre renoncer à sa politique d'oppression et de fanfaronnade, pour adopter des principes de paix et de respect envers le droit d'autrui. Qu'il soit bien entendu surtout, que l'activité que l'on a

jusqu'ici gaspillée à l'extérieur, doit désormais être consacrée à la solution des questions sociales intérieures.

Après avoir fait appel à votre moralité et à vos intérêts les plus chers, je vous conjure, pour l'honneur de votre pays (qui est ici fortement engagé), et au nom de l'humanité, d'écouter ma voix. Aucun préjugé ne vous arrête : vous connaissez l'inanité de notre civilisation, l'insuffisance de notre religion. Beaucoup d'entre vous cherchent vainement, autour d'eux, une doctrine qui soit digne de ce nom. A vous, comme aux femmes, revient le pouvoir modérateur. C'est par votre union spirituelle avec les philosophes sociaux, qu'un tel pouvoir peut être dignement exercé. Cette alliance doit de-

venir chaque jour plus intime et plus active. La philosophie a fait sa part, je vous adjure de vous mettre à l'œuvre pour faire la vôtre.

Cette union spirituelle renferme de grandes choses : elle nécessite de votre part l'acceptation de l'ordre existant, à condition toutefois qu'il puisse servir de base au progrès. N'écoutez donc aucun appel révolutionnaire, n'acceptez aucune doctrine anarchique, si en faveur qu'elle puisse être. Ne vous laissez pas prendre aux amorces que l'on vous tend, faites peu de cas de l'extension du suffrage et des distinctions académiques, refusez toute part dans l'absurde système d'éducation en faveur aujourd'hui. Acceptez dignement votre situation, mais ne négligez rien pour l'améliorer.

L'union des prolétaires et des philosophes peut assurer deux choses : une éducation répondant à tous vos besoins, la même pour tous deux, sauf le degré qu'exigent leurs besoins respectifs. Elle peut aussi instituer un contrôle moral envers les riches, à qui revient naturellement le gouvernement temporel de la société. Une telle organisation favorisera la concentration des capitaux, réprimera toute tendance oppressive comme tout abus de pouvoir, par le blâme social ; mais elle saura aussi donner de nobles encouragements aux patriciens qui feront un digne emploi public de leur puissance. Si vous comprenez bien la portée de ce moyen d'action, il vous sera possible d'en assurer graduellement l'exercice. Je suis prêt à vous donner à cet égard tous les éclaircissements nécessaires,



comme à vous renseigner toujours, rempli que je suis envers vous d'une sympathie que je voudrais vous inspirer pour moi-même.

Je termine en vous rappelant que votre première demande doit être que l'Angleterre change de politique envers toutes les nations, ses égales ou ses inférieures, et qu'elle offre comme preuve de son entrée dans cette voie, l'abandon de l'Inde.

FIN.



